

GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT.
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS :
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

BUREAUX:
RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2
au coin du quai de l'Horloge
à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements, soit par un mandat payable à vue sur la poste, soit par les Messageries impériales ou générales, qui reçoivent les abonnements au prix de 18 francs par trimestre, sans aucune addition de frais de commission.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (chambre civile). Bulletin : Assurances contre le recrutement; augmentation du contingent. — Enregistrement; donation; vente. — Motifs implicites; rejet d'une demande reconventionnelle. — Tribunal civil de la Seine (2^e ch.). Communauté de fait; droit de copropriété; concubins. — Tribunal civil de Montbrison (1^{re} ch.). Effets d'un jugement sur requête par rapport aux tiers; tierce-opposition à un jugement déclarant une succession vacante; demande par le mari d'envoi en possession; but des prescriptions de l'article 770 du Code Napoléon.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises de la Seine : Coups volontaires ayant occasionné la mort. — Cour d'assises de l'Aveyron : Vol, la nuit, sur un chemin public, avec violence, ayant laissé des traces. — Meurtre. — Tribunal correctionnel de Paris (8^e ch.). L'ancre Martin ou ancre de sûreté; société en commandite par actions au capital de cinq millions; plainte en escroquerie et abus de confiance contre le directeur général de la société, le contrôleur général et le sous-directeur.

CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. civile).

Présidence de M. Béranger.

Bulletin du 9 janvier.

ASSURANCES CONTRE LE RECRUTEMENT. — AUGMENTATION DU CONTINGENT.

Les contrats d'assurance contre le recrutement, conclus postérieurement à la loi du 23 avril 1853, qui fixait à quatre-vingt mille le nombre des hommes qui seraient appelés sous les drapeaux en 1854, sur la classe de 1853, n'ont pas été annulés par la loi du 13 avril 1854, qui a porté le contingent de quatre-vingt mille à cent quarante mille hommes; l'augmentation du contingent était au nombre des risques garantis par les contrats d'assurance. (Articles 1134 et 1964 du Code Napoléon.)

Ans jugé, par sept arrêts rendus, après un long délibéré en chambre du conseil, au rapport de M. le conseiller Laborie et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général Nicias-Gaillard.

Ces sept arrêts portent :
1^o Rejet du pourvoi des sieurs Douce et Méliodon contre un jugement rendu, le 30 mai 1854, par le Tribunal de commerce de Clermont-Ferrand, au profit du sieur Bournerias. (Plaidants, M^{rs} Groualle et Costa);
2^o Rejet du pourvoi du sieur Douce contre un jugement rendu, le 24 mai 1854, par le Tribunal de commerce d'Aurillac, au profit du sieur Maisonneuve. (Plaidant, M^{rs} Groualle);
3^o Rejet du pourvoi du sieur Rozan contre un arrêt rendu, le 24 mai 1854, par la Cour impériale d'Orléans, au profit des sieurs Pipon, Michault et autres. (Plaidants, M^{rs} Frignet et Costa);
4^o et 5^o Rejet des pourvois dirigés par le sieur Ménard contre deux arrêts, rendus tous deux le 5 juillet 1854, par la Cour impériale d'Orléans, au profit des sieurs Desvaux-Louzier et Poirier. (Plaidant, M^{rs} Hardouin);
6^o Rejet du pourvoi du sieur David Alexandre contre un arrêt rendu par la Cour de Douai, le 6 juillet 1854, au profit des sieurs Bécu et consorts. (Plaidant, M^{rs} Hardouin);
Les six arrêts attaqués par les pourvois qui précèdent avaient validé les contrats d'assurance.

7^o Cassation, sur le pourvoi du sieur Miard, d'un arrêt de la Cour de Grenoble, du 18 août 1854, qui avait prononcé, au profit du sieur Vacher, l'annulation du contrat d'assurance. (Plaidants, M^{rs} Rendu, Costa et Hardouin.)
Nous donnerons le texte de l'arrêt de cassation.

Présidence de M. le conseiller Mérilhou.

ENREGISTREMENT. — DONATION. — VENTE.

Constitue, non une vente passible du droit proportionnel de 5 p. 100, mais une donation passible seulement du droit de 4 pour 100, l'acte par lequel un père abandonne sa maison à son fils, s'en réservant l'usufruit sa vie durant, et imposant à son fils l'obligation de payer une certaine somme à sa succession pour représenter la valeur de la maison abandonnée; cette somme doit être considérée comme constituant, non un prix de vente, mais un rapport. (Art. 69, § 6, n^o 2, et 69, § 7, n^o 1 de la loi du 22 frimaire an VII; art. 52 de la loi du 28 avril 1816.)

Cassation, au rapport de M. le conseiller Lavielle, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général Nicias-Gaillard, d'un jugement rendu, le 20 mars 1854, par le Tribunal civil de Langres. (Midy contre l'enregistrement. Plaidants, M^{rs} Leroux et Moutard-Martin.)

MOTIFS IMPLICITES. — REJET D'UNE DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

L'absence de motifs spéciaux à l'appui du rejet d'une demande reconventionnelle ne saurait entraîner la cassation, si les motifs donnés à l'appui de l'admission de la

demande principale motivent implicitement le rejet de la demande reconventionnelle. (Art. 7 de la loi du 20 avril 1810.)

Rejet, au rapport de M. le conseiller Gaultier, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général Nicias-Gaillard, d'un pourvoi dirigé contre un arrêt rendu, le 9 mai 1854, par la Cour impériale de Paris. (Lequertier contre Lemerclier et Tornézy. M^{rs} Bosviel et Maulde, avocats.)

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (2^e ch.).

Présidence de M. Legonidec.

COMMUNAUTÉ DE FAIT. — DROIT DE PROPRIÉTÉ. — CONCUBINS.

Le sieur M... est décédé à Batignolles, le 22 septembre 1854, laissant pour héritiers des frères et sœurs et un enfant naturel reconnu. Depuis quelque temps déjà, sa raison était altérée; il était l'objet d'une surveillance continue, ce qui ne l'empêchait pas cependant de se donner la mort. Un testament olographe trouvé à son domicile instituait pour légataire universel M^{lle} V..., avec laquelle il habitait depuis longues années, et la mère de son enfant. Ce testament se terminait seulement par ces mots : « Batignolles, le 18 septembre... sans indiquer l'année. Les héritiers en demandèrent la nullité, sous prétexte qu'en la forme un testament olographe était nul quand il ne portait pas la date de l'époque à laquelle il avait été fait, et qu'au fond il était l'œuvre d'un homme que la raison avait abandonné. M^{lle} V..., reconnaissant la nullité du testament, demandait qu'on lui attribue la totalité du mobilier et la moitié de la maison formant le principal actif de la succession; elle prétendait qu'il avait existé entre elle et M... une communauté de fait; que le terrain avait été acheté avec de l'argent qui lui appartenait; que c'était son argent qui avait payé les constructions qu'on y avait élevées, et elle appuyait ses prétentions d'une phrase du testament où M... parlait de ce qu'il devait à M^{lle} V... Ces prétentions nouvelles ont été combattues par les héritiers. Le mobilier, la maison, disaient-ils, étaient sous le nom de M..., et rien ne justifiait qu'il n'en fût seul propriétaire. Après avoir reconnu la nullité du testament, M^{lle} V... cherche à lui donner un effet et à le faire revivre en s'efforçant d'en interpréter le texte.

Le Tribunal, après avoir entendu M^{rs} Sellier d'Ennequin et Ernest Chaudé pour les héritiers, et M^{rs} Rouyer pour la demoiselle V..., a rendu le jugement suivant :

« Sur la demande de la demoiselle V..., afin d'être déclarée propriétaire pour moitié de la maison :
« Attendu que la fille V... ne justifie par aucun document qu'une société ait existé entre elle et le défunt pour l'acquisition du terrain sur lequel la maison a été construite, non plus que pour sa construction; que la communauté de fait qu'elle prétend avoir existé entre elle et le défunt n'est pas reconnue par la loi, et que les énonciations portées dans le testament du défunt touchant la disposition qu'il déclare avoir eue de l'avoir et des gains de la fille V... ne peuvent avoir pour effet de lui constituer un droit de copropriété dans la maison en question;
« Déclare la fille V... mal fondée en sa demande. »

TRIBUNAL CIVIL DE MONTBRISON (1^{re} ch.).

Présidence de M. Aucher.

Audience du 15 novembre.

EFFETS D'UN JUGEMENT SUR REQUÊTE PAR RAPPORT AUX TIERS. — TIERCE-OPPOSITION A UN JUGEMENT DECLARANT UNE SUCCESSION VACANTE. — DEMANDE PAR LE MARI D'ENVOI EN POSSESSION. — BUT DES PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 770 DU CODE NAPOLEON.

Le jugement suivant fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« Considérant que le sieur Demare a formé tierce-opposition au jugement qui a déclaré vacante la succession d'Elisabeth Ducreux, sa femme, et qu'il demande à être envoyé en possession de ladite succession, conformément aux articles 767 et 769 du Code Napoléon;

« En la forme :

« Considérant que de simples jugements sur requête sont inopposables aux tiers; qu'il n'est pas besoin de prendre la voie extraordinaire de la tierce-opposition pour en arrêter l'exécution; qu'il suffit d'une simple demande en la forme ordinaire, sans qu'il soit nécessaire de statuer sur la tierce-opposition du sieur Demare; dit que le jugement sus-énoncé ne peut lui être opposé, ni préjudicier à ses droits;

« Et statuant en fond :

« Considérant qu'Elisabeth Ducreux, femme Demare, est décédée le 11 février 1854, laissant pour héritiers légitimes ses père et mère, et plusieurs frères et sœurs; qu'ils ont tous renoncé à la succession par acte au greffe de ce Tribunal;

« Qu'à la vérité ils avaient figuré dans une précédente instance, pour des mesures provisoires, comme habiles à se dire héritiers; mais que le jugement leur avait expressément réservé le droit, soit de renoncer plus tard à la succession, soit de l'accepter sous bénéfice d'inventaire seulement;

« Que ce jugement ni l'acte ultérieur de renonciation n'ont été attaqués par aucune conclusion formelle;

« Que telle était la situation, lorsque le 15 juin dernier, sur la requête d'un créancier, la succession fut déclarée vacante, et M^{rs} Bergeron nommé curateur;

« Qu'à cette époque la succession était réellement vacante, puisque, d'une part, tous les héritiers du plus proche degré avaient renoncé, et que, d'autre part, aucun héritier des degrés subséquents ne se présentait;

« Qu'ainsi, l'établissement et les opérations du curateur ont été régulières et constituent une dette à la charge de la succession, quelle que soit la personne à qui elle devra être dévolue en définitive;

« Mais que, maintenant, le sieur Demare se présentant, à défaut de parents au degré successible, comme héritier irrégulier de sa femme, la succession cesse d'être vacante, et qu'il y a lieu de résilier immédiatement les pouvoirs du curateur;

« Que vainement on objecte la nécessité de remplir les formalités et d'attendre les délais prescrits par l'art. 770 du Code Nap., pour l'envoi en possession du sieur Demare;

« Que ces formalités et délais ont pour unique objet d'appeler les héritiers légitimes, s'il en existe, mais qu'ils ne peuvent avoir pour résultat de prolonger la durée de la succession vacante; qu'en effet, il est, dès à présent, manifeste qu'en toute hypothèse cette succession doit demeurer, soit au mari qui se présente pour la recueillir, soit aux parents du degré successible s'il en survient;

« Que le titre du conjoint du sieur Demare et sa qualité d'héritier irrégulier de sa femme étant constants, il convient seulement, en attendant l'accomplissement des formalités nécessaires pour l'envoi en possession, de prescrire des mesures conservatoires dans l'intérêt des parents qui pourraient se présenter;

« Donne acte au sieur Demare de sa demande à fin d'envoi en possession de la succession de sa défunte épouse;

« Ordonne que l'extrait de cette demande soit publié et affiché conformément à la loi;

« Dit que la succession n'est plus vacante; ordonne, en conséquence, que le curateur cessera immédiatement ses fonctions;

« Dit et prononce que les frais de sa gestion comme ceux de la présente instance seront, suivant la taxe, à la charge de ladite succession; nomme le sieur Demare administrateur et séquestre de cette succession jusqu'à l'accomplissement des formalités requises pour l'envoi en possession, et le condamne en saine qualité à faire l'avance des frais susénoncés;

« Réserve les droits des parties pour faire décider, s'il y a lieu, si le mobilier, inventorié à la requête du curateur, dépendait réellement de la succession vacante, ou appartenait au sieur Demare. »

(Ministère public, M. Charles Pensa, conclusions conformes.)

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. de Boissieu.

Audience du 9 janvier.

COUPS VOLONTAIRES AYANT OCCASIONNÉ LA MORT.

L'accusé Louis Coulon, âgé de 37 ans, menuisier de son état, est d'un caractère violent. Au seul examen de sa physionomie et de ses traits durs et caractérisés, on devine la brutalité de son caractère. Il porte des moustaches épaisses et déjà grisonnantes. Sa parole est brève, son geste est vif, et son attitude aux débats n'est pas de nature à lui concilier l'indulgence de ses juges.

Voici, d'après l'acte d'accusation, comment a eu lieu l'acte de violence dont les conséquences, qui n'étaient pas dans sa volonté, ont été si déplorable :

« Louis Coulon entretenait depuis deux ans des relations coupables avec une femme Lenoble, qui habitait Belleville. Lassée de ses violences et voulant rompre avec lui, cette femme avait recommandé à la femme Avril, sa voisine, de dire à Coulon qu'elle n'était pas chez elle, s'il se présentait pour la voir.

« Le 9 juillet dernier, la femme Avril rencontra, en effet, Coulon au pied de l'escalier. Elle s'empressa de crier à la femme Lenoble de fermer sa porte. Coulon, irrité, leva alors la main sur elle, et la frappa avec une telle violence qu'elle tomba sans connaissance sur l'escalier. Son mari, avec l'aide d'un voisin, fut obligé de la porter dans son lit. Le sang jaillissait de l'œil de la victime. Elle fut immédiatement atteinte d'une hémiplegie, et ne put recouvrer l'usage de la jambe ni du bras gauche.

« Transportée le 13 juillet à l'hôpital Saint-Louis, dans le service du docteur Malgaigne, elle y tomba dans un délire continu qui nécessita l'emploi de la camisole de force. Le délire ayant pris le caractère d'une véritable aliénation, elle fut conduite à la Salpêtrière le 7 août, et y décéda le 28 du même mois, quarante-neuf jours après l'acte de violence dont elle avait été victime.

« Le docteur Roger (de l'Orne) fut commis pour faire l'autopsie du cadavre. Il reconnut dans le ventricule droit du cerveau un large épanchement de sang noir et coagulé, et il déclara que cet épanchement, résultat de la commotion éprouvée par le cerveau à la suite d'un coup violent, avait causé l'apoplexie, par suite la mort.

« Coulon, qui a déjà été condamné en 1848 à deux mois de prison pour vol et vagabondage, prétend qu'il a frappé avec la main ouverte et qu'il est bien difficile de penser que le coup qu'il a porté ait pu déterminer la mort. Il a mis en avant que la femme Avril était prise de boisson et que l'apoplexie a été la suite de l'ivresse et de la chute, plutôt que du coup qu'elle a reçu. Le sieur Senac, interne à l'hôpital Saint-Louis, qui le premier a vu la femme Avril à son arrivée, semble confirmer cette allégation, en disant qu'il avait remarqué dans l'état de cette femme quelques phénomènes se rattachant à l'ivresse, et plus tard, un genre de délire qui se manifeste souvent chez les gens adonnés à la boisson. Toutefois, il reconnaît que ces apparences peuvent être trompeuses, et qu'une tout autre cause pouvait produire des phénomènes semblables. Mais l'instruction a dissipé tous les doutes à cet égard; elle s'est assurée par le témoignage du mari, par celui du concierge de la maison que les époux Avril ont habitée pendant longtemps, et surtout par la déclaration de M. Argentié, leur médecin ordinaire, que la femme Avril avait des habitudes de tempérance et qu'elle ne s'enivrait jamais.

« Le docteur Argentié, qui avait été appelé par la famille pour donner les premiers soins à la femme Avril, avait constaté, deux jours après l'événement, que les deux paupières de l'œil gauche, et la partie supérieure de la joue du même côté, étaient gonflées et ecchymosées. Le docteur Chenet, qui examinait la malade le 12 juillet, avant son transfert à l'hôpital Saint-Louis, a pareillement reconnu sur le côté gauche une contusion d'une teinte rouge uniforme, occupant toute la paupière inférieure, et pénétrant en tous sens un diamètre de 4 centimètres environ. Il n'en a pas remarqué de lésion du côté droit de la tête. Cependant le docteur Roger (de l'Orne), en procédant à l'autopsie, ne trouva plus aucun vestige de la lésion reconnue au côté gauche par les deux premiers médecins; mais il a constaté que, dans la région temporale droite, la peau était gonflée, tendue, et que l'engorgement avait envahi toute la joue du même côté. La dissection lui a bientôt fait connaître que cet engorgement était dû à un vaste épanchement, que cet épanchement s'étendait jusque vers la région supérieure et postérieure de la tête, du côté droit, et que l'infiltration s'était étendue dans toute la profondeur de la joue. L'expert avait naturellement reconnu une liaison intime entre cette lésion et l'épanchement par lui constaté dans le ventricule du cerveau, et il en a conclu que le coup violent porté de

ce côté avait été la cause de tous ces désordres.

« Le sieur Avril, qui était derrière sa femme au moment où elle a été frappée, n'a pas remarqué de quel côté le coup avait été porté. Il ne peut même dire si, en tombant, sa tête a heurté le mur ou les marches de l'escalier. Mais le sieur Lhote, gendre des époux Avril, a recueilli de la bouche de sa belle-mère, dans un moment où elle a pu parler, que Coulon lui avait asséné un violent coup de poing sur la tempe droite; qu'elle était tombée sur le côté gauche et s'était contusionnée sur les dalles de la cour; que, transportée dans son lit, elle avait été aussitôt atteinte de paralysie. Les trois médecins ont été appelés à s'expliquer sur ce qu'il y avait de contradictoire dans leurs constatations.

« MM. Argentié et Chenet ont tout d'abord reconnu que la lésion par eux décrite était légère et ne constituait pas même une ecchymose. Le docteur Argentié a admis qu'il aurait pu exister au côté droit, dans le cuir chevelu, une lésion que les cheveux l'auraient empêché de remarquer; mais le docteur Chenet a affirmé qu'il avait examiné avec soin la malade, et qu'une lésion, même dans la région du cuir chevelu, n'aurait pas échappé à son examen. Il a donc exprimé l'opinion que l'épanchement du côté droit constaté à l'autopsie cadavérique s'était produit par l'effet du contre-coup. Le docteur Roger (de l'Orne) a combattu cette opinion, en avançant que la blessure légère qui a été remarquée dans la région de l'œil gauche n'attestait pas un coup assez violent pour avoir pu produire, par un contre-coup, l'épanchement considérable par lui constaté dans la région temporale droite et dans la joue droite; il ne peut donc admettre, ainsi que le suppose son confrère le docteur Argentié, que cet épanchement de la joue n'ait été que la conséquence d'une ecchymose produite d'abord dans la région du cuir chevelu.

« Quoi qu'il en soit de ces opinions diverses, elles semblent avoir plus d'intérêt au point de vue de l'art médical qu'au point de vue judiciaire. La solution de l'unique question du procès n'en reste pas moins la même.

« En effet, soit qu'on admette que l'accusé, en frappant la femme Avril qui lui faisait face, ait dirigé son bras de droite à gauche comme il l'a déclaré lui-même, soit qu'on admette, ce qui est moins vraisemblable, qu'il était dirigé de gauche à droite, soit enfin qu'on admette que la femme Avril, frappée d'un côté, se soit heurtée en tombant du côté opposé contre un corps dur, il reste toujours certain que la violence exercée sur elle a occasionné sa mort, puisque la paralysie qui s'est déclarée immédiatement dans la partie gauche du corps a clairement attesté que l'épanchement du sang dans l'hémisphère droit du cerveau, cause incontestable de la mort, avait été la conséquence directe et immédiate du coup porté par l'accusé. »

Dans son interrogatoire, Coulon reproduit les explications qu'il a déjà fournies et qu'on vient de lire. Il persiste à soutenir que la femme Avril était ivre quand il l'a rencontrée, qu'elle l'a injurié, mais il ne peut préciser aucune des injures qu'elle lui aurait adressées; il nie lui avoir donné un coup de poing, mais il reconnaît lui avoir porté un soufflet. M. le président lui fait remarquer qu'il est indifférent de savoir s'il y a eu un soufflet ou un coup de poing, puisque la mort est toujours le résultat de la voie de fait dont il s'est rendu coupable. Coulon trouve un grand intérêt dans la distinction, et il y persiste avec énergie.

La femme Lenoble est entendue, et sa déposition établit les habitudes de violence qui sont dans le caractère de l'accusé. C'est à raison de ces habitudes qu'elle a pris la résolution de se séparer de lui.

Le mari de la victime est entendu. Il était près de sa femme, qui était âgée de soixante ans; il en a lui-même soixante-six. Il n'a entendu aucune des injures que l'accusé prétend avoir été proférées par la femme Avril.

Le sieur Lhote, concierge de la maison précédemment habitée par les époux Avril, dépose sur les habitudes de ce ménage.

D. La femme Avril se prenait-elle de boisson? — R. Jamais, monsieur le président.

D. Le mari et la femme étaient des locataires paisibles, fort tranquilles dans leur ménage? — R. Tout ce qu'il y a de plus tranquille.

D. La femme se dérangeait-elle? — R. Jamais.... ah! si, quelquefois, quand il passait des troupes. (On rit.)

Les docteurs sont entendus, et chacun soutient l'opinion par lui émise et que l'acte d'accusation a suffisamment fait connaître.

L'accusation a été soutenue par M. l'avocat-général de Vallée et combattue par M^{rs} Duverdy, avocat.

M. le président a résumé les débats, et le jury, après une courte délibération, a rapporté un verdict de culpabilité.

En conséquence, la Cour a condamné Coulon à cinq années de travaux forcés.

COUR D'ASSISES DE L'AVEYRON.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Alicot, conseiller à la Cour impériale de Montpellier.

Audience du 12 décembre.

VOL, LA NUIT, SUR UN CHEMIN PUBLIC, AVEC VIOLENCE, AYANT LAISSÉ DES TRACES.

Le nommé Blesson, ouvrier piémontais, était employé aux travaux du chemin de fer Grand-Central, près Souac (Aveyron). Au même chemin, mais dans la commune de Saint-Jehan-d'Emparre, travaillaient aussi deux de ses compatriotes, les nommés Picot et Prola.

Le 14 août dernier, Blesson quitta le chantier auquel il était attaché pour aller joindre Picot. Il emporta avec lui un pécule assez considérable, fruit de ses économies, et ses habitudes d'ordre ne permettaient pas à ceux dont il était connu de douter qu'il n'eût en effet de l'argent. Il était accompagné d'un de ses camarades, ouvrier mineur comme lui, l'Espagnol Penella. Arrivés au lieu de leur destination, sur les trois heures après midi, ils entrèrent dans la cantine de l'entrepreneur où Picot d'abord et Prola ensuite ne tardèrent pas à les rejoindre. Ils burent ensemble quelques bouteilles de vin, se rendirent au Moulin,

de l'Archange, où Picot et Prola avaient leur logement, et se réunirent le soir à souper dans une auberge du village de Lacoste. Pendant qu'ils prenaient ce repas, Prola sortit et rentra à divers reprises; puis il sortit encore et ne rentra pas. Vers neuf heures, Blesson et Picot se retirèrent, prenant la direction du Moulin-de-l'Archange. Ils laissèrent sur la porte de l'auberge Peniella causant avec d'autres ouvriers. Ils se donnaient le bras sur le chemin. Tout à coup, ils entendent siffler à leurs oreilles une grêle de pierres, parties de derrière une haie bordant la voie en cet endroit. Blesson, pour fuir plus aisément, abandonne le bras de son camarade, mais à peine a-t-il fait cinq pas, qu'il est atteint par un des projectiles lancés avec force sur lui, au derrière de la tête, blessé jusqu'au sang, renversé sur le sol; au même instant, Prola franchit la haie dont on vient de parler, se précipite sur lui, le saisit à la gorge, l'étreint jusqu'à lui faire perdre la respiration, le presse sous son genou, lui remplit la bouche de terre et de gravier. Blesson ne peut ni proférer un mot, ni pousser un cri, et il perd connaissance.

Cependant Peniella qui, comme on l'a dit, s'était attardé dans l'auberge de Lacoste, avait pris, à son tour, le chemin du Moulin-de-l'Archange. Il avait parcouru une distance de 300 mètres environ, quand il rencontra Picot, assis sur le bord du chemin, se plaignant d'avoir été blessé et volé. Son agresseur lui avait enlevé, disait-il, trois pièces de 20 fr., et il ne savait ce qu'était devenu Blesson. Peniella l'aide à se relever et continue sa route avec lui; à vingt pas en avant, ils trouvent Blesson à terre, baigné dans son sang, et ne donnant aucun signe de vie; ses vêtements déchirés étaient dans un désordre complet. Aux cris de Peniella accourent plusieurs personnes du voisinage qui prodiguent à Blesson des soins intelligents, il reprend ses sens, porte instinctivement la main dans la poche de son pantalon, et reconnaît qu'il a été dépouillé d'une somme de 535 fr., serrée dans une double bourse que recouvrait un mouchoir. Il désigne Prola comme l'auteur de cet attentat, et déclare que son argent consistait en vingt et une pièces de 20 fr. en or, vingt-deux pièces de 5 fr. en argent, 2 pièces de 2 fr., et une pièce de 1 fr., ajoutant que toutes les pièces d'or étaient frappées à l'effigie de Napoléon III.

La gendarmerie de Saint-Julien-d'Embarre, avertie, se met immédiatement à la recherche de Prola. Elle ne le trouve pas dans son logement, mais dans une grange dépendant du Moulin-de-l'Archange. Sa figure et ses vêtements sont souillés de sang, et il est trouvé nanti précisément des 535 fr. enlevés à Blesson, consistant dans les mêmes espèces que celui-ci avait décrites et enveloppées dans son mouchoir. Amené en présence de sa victime, il est aussitôt et sans hésitation aucune désigné par elle comme l'auteur de l'attentat, et sur l'interpellation d'un des assistants qui lui dit: « Coquin, c'est donc toi qui as commis ce crime! — Si j'ai fait ce crime, répond-il, je ferai la pénitence. »

Dans son premier interrogatoire devant M. le juge d'instruction, Prola a protesté de son innocence. Il n'a pu toutefois donner une explication satisfaisante des taches de sang dont ses vêtements étaient couverts, ni de la possession des pièces de monnaie saisies sur lui et identiques à celles que Blesson avait décrites. Remis en présence de celui-ci, il a fait un roman étrange: « Chemin faisant, a-t-il dit, j'entendis des pierres siffler à ses oreilles; il se retourna, aperçut un homme courant à ses côtés, et le prenant pour un agresseur qui en voulait à ses jours, il le jeta à terre, l'y laissa sans connaissance, et, craignant qu'il ne se relevât pour le frapper, il prit la fuite, emportant un mouchoir tombé sur le sol; ce ne fut que plus tard qu'il s'aperçut que ce mouchoir contenait de l'argent. Si donc il avait causé quelque préjudice à Blesson, il n'en était pas moins innocent, car il croyait avoir affaire à un malfaiteur. »

Déjà, le 26 mai dernier, Prola avait été condamné par le Tribunal de Saint-Etienne à six mois de prison pour vol.

En conséquence, le susnommé est accusé d'avoir, le 14 août 1855, sur le territoire de la commune de Saint-Julien-d'Embarre, soustrait frauduleusement une somme d'argent au préjudice du nommé Blesson, et d'avoir commis ladite soustraction frauduleuse 1° la nuit; 2° sur un chemin public; et 3° à l'aide de violences qui ont laissé des traces de blessures ou de contusions.

M. de Vérot, procureur impérial, combat, dans un remarquable réquisitoire, le système de défense présenté par l'accusé, et réclame contre lui un verdict sévère.

M. Gaches, avocat, ne se dissimule pas les difficultés de sa tâche; il insiste surtout auprès du jury pour qu'il admette des circonstances atténuantes en faveur de son client.

Reconnu coupable sans circonstances atténuantes, Prola a été condamné par la Cour aux travaux forcés à perpétuité.

Audience du 15 décembre.

MEURTRE.

Les deux accusés qui sont amenés sur le banc des assises sont deux jeunes gens, piémontais, travaillant au chemin de fer Grand-Central; leur tenue est convenable, leur physionomie est douce et leur langage sympathique.

Le greffier donne lecture de l'acte d'accusation qui rapporte les faits dont sont accusés les deux frères Pierre et Antoine Revello:

« Les nommés Luigi Bonnav, Baptiste Tire, Martin Rochetto et les deux frères Antoine et Pierre Revello, tous piémontais, mineurs, et comme tels travaillant au chemin de fer Grand-Central, habitaient en commun, à Villeneuve (Aveyron), une chambre de la maison de Pierre Sarriev, boulanger.

« Le dimanche 26 août dernier, ils allèrent avec Bernard Communo, leur compatriote, passer la soirée chez le sieur Carrié, aubergiste à Villeneuve, où ils burent sept à huit litres de vin. Ils se retirèrent vers neuf heures. Les deux frères Revello et Martin Rochetto, qui devaient être rendus au travail à dix heures du soir, rentrèrent chez eux pour changer de vêtements, manger un morceau et se munir de leur lampe à mineur. Bientôt après une discussion très vive s'engagea entre eux et dégénéra promptement en querelle et en lutte violente. Au bruit qu'ils faisaient, Larrive, qui occupe une chambre à côté et qui avait déjà entendu des menaces et des provocations, proférées par Antoine Revello, accourut. En même temps survint aussi Luigi Bonnav. Rochetto était en ce moment acculé contre un évier et aux prises avec les deux frères Revello. Pierre l'avait saisi à la cravate et l'étranglait; Martin Rochetto lui lançait des coups de poing. Antoine, s'étant saisi d'une bûche, était à côté de son frère, cherchant à frapper Rochetto. Bonnav et Larrive firent de généreux efforts pour séparer les combattants; le premier fut blessé à la main avec un instrument piquant dont était nanti Antoine. Rochetto demandait grâce et qu'on le lâchât. Les deux témoins venus au secours réussirent à ramener Pierre à quelques pas en arrière, mais aussitôt il s'arma d'un gros tison pris au foyer, dont le coup fut heureusement détourné par Larrive et porta à faux.

« Les choses s'envenimant de plus en plus, Larrive et Bonnav ne se sentant plus capables de mettre seuls le holà, le second se disposa à réclamer le secours de Tire, qu'il avait laissé dans la rue, et sortit un instant pour

l'appeler. Larrive, de son côté, fut contraint de passer dans la cuisine de son habitation pour tirer le cordon qui devait ouvrir la porte au nouveau venu. Quand ils rentrèrent, Rochetto gisait sans vie sur l'escalier, baigné dans son sang, dont le palier et le sol à l'entour étaient inondés, et Antoine Revello avait disparu. Aux reproches faits à Pierre, demeuré sur les lieux, il répondit en pleurant qu'il n'avait pas tué le malheureux Rochetto.

« Les hommes de l'art chargés de procéder à l'autopsie du cadavre ont constaté l'existence de trois blessures profondément pénétrantes, dont deux dans la région du cœur et la troisième dans l'aîne droite; ils ont, de plus, constaté à la partie antérieure et supérieure de la tête deux ecchymoses, produites par un corps contondant. Les blessures remarquées à la poitrine et au cœur ont été produites par un instrument plat, aigu et tranchant. La mort a dû être instantanée.

« Dans la chambre où le meurtre a été commis ont été trouvés sur une table deux couteaux ouverts, et sur l'évier deux autres couteaux aussi ouverts. Ils ne portaient cependant aucune tache de sang; mais Antoine Revello en avait un autre dont la lame était aiguisée comme celle d'un poignard; ce couteau n'a pu être retrouvé. Pierre fut mis immédiatement en état d'arrestation et persista à déclarer qu'il n'avait pas tué Revello.

« Antoine, saisi le lendemain et interrogé par M. le juge d'instruction, s'est renfermé dans un système de dénégations absolues. Il est allé jusqu'à prétendre qu'il n'était pas dans la chambre au moment où Rochetto fut frappé. « En tout cas, dit-il, je n'ai gardé aucun souvenir de ce qui s'est passé dans la soirée du 26 août, étant dans un état complet d'ivresse. » Ces allégations sont contredites par tous les éléments de la procédure. En conséquence, les susnommés sont accusés d'avoir, le 26 août 1855, à Villeneuve, commis un homicide volontaire sur la personne du nommé Martin Rochetto. »

Douze témoins avaient été cités à la requête du ministère public; sept seulement répondent à l'appel de leur nom; les autres sont des ouvriers piémontais qui ont quitté le pays et dont il a été impossible de retrouver les traces.

M. de Vérot, procureur impérial, reproduit les charges résultant des débats; il lui paraît démontré qu'Antoine Revello est seul auteur du meurtre de Rochetto. Dans sa loyauté, il déclare abandonner l'accusation vis-à-vis de Pierre et réclame des circonstances atténuantes en faveur d'Antoine dont la conduite antérieure a toujours été à l'abri de tous reproches.

La défense de Pierre Revello est présentée par M. Fraysinoux, avocat; M. Gaches est chargé de celle d'Antoine.

Après un résumé net et précis de M. le président, le jury entre dans la salle de ses délibérations; il en ressort au bout de dix minutes, apportant un verdict négatif en faveur de Pierre Revello. Quant à Antoine, il est déclaré coupable du meurtre commis sur la personne de Martin Revello, avec circonstances atténuantes.

La Cour le condamne à douze années de travaux forcés.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (8^e ch.).

Présidence de M. Gallois.

Audiences des 26, 27 décembre, 2 et 9 janvier.

L'ANCRE MARTIN OU ANCRE DE SURETÉ. — SOCIÉTÉ EN COMMANDE PAR ACTIONS D'UN CAPITAL DE CINQ MILLIONS. — PLAINTES EN ESCROQUERIE ET ABUS DE CONFIANCE CONTRE LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ, LE CONTRÔLEUR GÉNÉRAL ET LE SOUS-DIRECTEUR.

Le Tribunal a consacré quatre audiences aux débats d'une plainte en escroquerie et d'abus de confiance portée par MM. de Belligny, de Fleury, baron Rambaut et de Serre contre 1° le sieur Joseph Louis-Anselme Durand, dit de la Bathière, directeur général de la Société maritime de l'Ancre-Martin, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 20; 2° contre le sieur Claude-Auguste Ferdinand Martin, contrôleur général de ladite société, demeurant à Paris, passage du Saumon, hôtel de la Marine; 3° et par complicité contre le sieur Emile-Charles-Henri-Frédéric Rettig, sous-directeur de ladite société, demeurant à Paris, rue Madame, 40.

Un grand nombre de témoins ont été entendus; tous ont fait une déclaration identique; une seule suffirait pour donner la mesure des autres, c'est celle d'un sieur Honorat, ancien tanneur, à Marseille. Ce témoin dépose en ces termes:

Je n'ai connu M. Ferdinand Martin qu'à l'époque où je suis devenu actionnaire de la société. J'avais lu sur les journaux le compte-rendu de l'ancre dont il était inventeur. M. Durand, chanoine à Marseille, que je connaissais, me parla de cette invention d'une manière très favorable et m'engagea à prendre des actions. Sur sa recommandation, je consentis à en prendre vingt, qu'il me remit lui-même, après quoi je le rendis chez M. Ferdinand Martin pour signer mon engagement. Ceci se passait vers le 10 janvier 1854. Ce jour-là même, je souscrivis chez M. Martin pour trente autres actions dont je payai le cinquième, soit 3,000 francs; j'avais remis aussi à M. le chanoine D... 2,000 francs pour le premier cinquième des vingt actions que je tenais de ses mains.

Je dois dire que lorsque je fus abouché avec M. Martin, il employa, pour me décider à souscrire pour des sommes considérables, toutes les ressources de son imagination. Il me fit voir un certificat de Mgr l'évêque de Marseille attestant qu'il était de bonne moralité et qu'il professait des principes religieux. Il me dit ensuite qu'il était décoré de plusieurs ordres étrangers et qu'il avait le titre de comte romain. Enfin il me fit la proposition que, si je prenais quarante actions, il me ferait une remise de 27 pour 100, savoir, 12 pour 100 en espèces et 15 pour 100 en actions.

Il me parla aussi de M. le ministre de la marine et d'une conversation que ce ministre avait eue avec l'Empereur, à l'occasion de l'ancre en question. « Ces jours derniers, me dit M. Martin, M. Ducos, ministre de la marine, était dans son cabinet, admirant un petit modèle en cuivre de mon ancre, que je lui avais fait parvenir. Tout d'un coup, l'Empereur entra dans son cabinet sans se faire annoncer, et dit à son ministre de la marine: « Que fais-tu donc là, Ducos? tu t'amuses donc avec un joujou? — Sire, répondit le ministre, ce « joujou est l'ancre Martin qui fera la gloire et le bonheur de « votre marine. »

En résumé, j'ai souscrit dans cette affaire pour quatre-vingt-dix actions, sur lesquelles j'ai payé 23,000 francs.

M. Martin (de Strasbourg), avocat du prévenu Durand, nous prions le Tribunal de vouloir bien entendre M. Daniel, de Marseille, le vendeur de l'usine de Bouc; nous ne doutons pas qu'après son audition ce point du débat, qui a son importance, sera éclairé d'une manière satisfaisante pour les prévenus.

M. Daniel, fabricant de produits chimiques, à Marseille: La valeur de l'usine de Bouc est d'environ 119,000 fr., comme somme dépensée par moi. Voici ce qui s'est passé à l'occasion de cette propriété. En 1845, j'ai acheté des terrains sur le bord de la mer, je les ai payés 6,000 fr.; c'était un amas de rochers; je les ai fait niveler pour faire un grand entrepôt de charbon de la Loire, dont j'étais alors l'agent général. Il était convenu avec l'administration des Ponts-et-Chaussées, de qui j'achetais ces terrains, que je ferais un remblai d'un mètre et demi pour empêcher la mer d'invalier la propriété. J'ai commencé ces travaux en 1845 et je les ai finis en 1848. La dépense, pour ces trois années, s'est élevée à 26,000 fr. Depuis j'ai fait construire une maison d'habitation qui m'a coûté 23,000 fr.; puis un sieur Escal, métallurgiste, qui avait besoin d'un emplacement, me demanda de lui louer une partie du terrain pour y construire un atelier, moyennant un loyer annuel de 1,200 fr., à la condition que je lui rembour-

serais le prix des travaux qu'il y ferait. C'est ce qui a eu lieu, et quand M. Martin a acheté, on a fait un inventaire qui a constaté que les dépenses faites sur ce terrain s'élevaient à la somme de 119,000 fr.

M. Martin (de Strasbourg): Le témoin voudrait-il nous dire quelles sont les offres qui lui ont été faites pour cette propriété antérieurement à l'acquisition faite par Martin ou postérieurement?

M. Daniel: En mai dernier, malgré les destructions opérées sur la propriété, et qui sont estimées 43,000 fr., on m'a fait une offre de 100 fr. En 1848, une personne de Paris m'a donné de la moitié des terrains nivelés 40,000 fr.

M. Mahou, défenseur du prévenu Rettig: Je prie le témoin de nous dire quel témoignage il a à rendre de la moralité, de l'honorabilité de M. Rettig.

M. Daniel: Avant de répondre à la question qui m'est faite, je dois dire que j'ai fait un marché si peu avantageux en vendant l'usine de Bouc à M. Martin, que j'offre de la reprendre.

Quant à M. Rettig, il a été pendant neuf ans mon employé, et je n'ai eu qu'à me louer de sa capacité et de sa loyauté; c'est lui qui m'a présenté M. Martin; au lieu d'augmenter le prix de l'usine de Bouc; c'est lui, M. Rettig, qui a fait rabattre du prix convenu en m'obligeant à payer la moitié de l'enregistrement et du coût de l'acte.

M. Plocque, avocat des parties civiles, qui a conclu à la restitution de la somme de 50,000 francs, montant des versements par elles faits contre la remise d'actions de la société maritime de l'Ancre-Martin, a soutenu la prévention qui se résume dans les faits suivants:

Le 25 mai 1853, le sieur Ferdinand Martin prenait un brevet d'invention pour l'exploitation d'une usine que tous les organes de la publicité ont fait connaître sous le nom d'Ancre-Martin. Le surlendemain, c'est-à-dire le 27 mai, il s'associait avec le sieur Rettig pour la vente à l'étranger de ce brevet, et le 6 octobre de la même année, par acte reçu Desours, notaire à Paris, le sieur Martin et le sieur Durand, dit de la Bathière, déclaraient former une société en commandite pour la fabrication d'ancre de marine, dites ancre de sûreté. Le capital social était fixé à cinq millions de francs, divisés en dix mille actions de 500 francs chacune. Martin apportait à la société son brevet d'invention, se réservant l'exploitation à l'étranger, et comme représentation de cet apport, il lui était alloué mille actions libérées. Ces mille actions ne devaient lui être remises qu'après la constitution définitive de la société, constitution qui ne devait être déclarée qu'après la souscription de mille actions, autres que celles attribuées au sieur Martin.

La société avait pour directeur général le sieur Durand, pour contrôleur général le sieur Ferdinand Martin, homme contrôleur général; il était alloué au premier 10,000 fr. et au second 12,000 fr. de traitement annuel, sans compter des frais de loyer, de voyages, de publicité et divers autres avantages. Plus tard, le sieur Rettig leur fut adjoint, en qualité de sous-directeur, avec un traitement de 6,000 fr. Deux usines devaient être construites, l'une à Marseille, l'autre au Havre, et il était établi à Paris et à Marseille deux conseils de surveillance, composés, dans les deux villes, de noms habitués à commander la confiance, et parmi lesquels on comptait des amiraux, des ambassadeurs, d'anciens ministres.

Le 17 février 1854, les sieurs Durand et Martin affirmaient au conseil de surveillance de Paris que le chiffre des actions souscrites dépassait celui fixé par l'acte pour la constitution définitive de la société, et, en conséquence, ils déclaraient cette constitution opérée.

Les plaignants ont voulu vérifier ce qu'il y avait de vrai dans l'affirmation des gérants, et en se livrant à des investigations, ils ne tardèrent pas à découvrir que c'était une manœuvre pour les déterminer à souscrire, et qu'au moment où on avait obtenu leurs souscriptions, il n'y avait pas une seule action sérieusement souscrite. Ce n'était pas le seul mensonge qui arrivait à leur connaissance, et bientôt ils se trouvaient nantis d'une série de faits prouvant tous que leur confiance avait été trompée. Dans des journaux, dans des prospectus on avait annoncé que la société était en pleine prospérité, que l'Ancre-Martin recevait de tous côtés de significatives approbations, que le ministre de la marine en faisait le plus bel éloge, qu'il en avait fait une commande considérable, qu'elle était également demandée par l'Empereur du Brésil et par l'Angleterre, que la société impériale d'encouragement avait fait sur l'invention de M. Martin un rapport rempli de justes appréciations et d'éloges mérités. Tous ces faits, a dit M. Plocque, sont démentis par les témoignages et par la correspondance.

Des brevets pour l'exploitation des ancre Martin avaient été pris à l'étranger, notamment en Angleterre, et Martin et Rettig en avaient proposé la vente au conseil de surveillance, moyennant la somme de un million 500,000 francs, proposition que le conseil avait repoussée. Or, dans un dernier prospectus, on parle, comme d'un fait important, de la cession à la société, sans déboursés préalables, des brevets pris à l'étranger.

Le prospectus parlait encore d'autres garanties sur la fortune personnelle de M. Martin, que l'on évaluait à 1,500,000 francs; et le sieur Martin n'a jamais possédé que les mille actions libérées qu'il tenait de la société. Le même prospectus annonçait de plus l'acquisition, au prix de 130,000 francs payés comptant, de l'usine de Bouc, près Marseille, alors qu'il était vrai que pas un sou n'avait été payé sur cette acquisition.

Quelqu'audacieux qu'aient été ces moyens, ils n'avaient pas suffi pour obtenir les souscriptions nécessaires pour constituer légalement la société. Voici les nouveaux moyens employés par le sieur Martin.

Il fait appeler, par son frère, et venir chez lui, à Marseille, un certain nombre de personnes, notamment les sieurs Lajus, Saulnier, Blanchard, Moutet, Giraud, Laurent, Mottet, Ménard, Roblot, Bronze, Isnard et autres, et là, leur rappelant d'anciennes relations, il semble vouloir leur rendre service en leur disant qu'il s'empresse de leur offrir un avantage certain; que les actions de la société venaient d'être obtenues à la Bourse de Paris une prime de 2 fr. 50; qu'il venait de recevoir une dépêche télégraphique lui défendant de placer désormais aucune action à Marseille, parce qu'elles seraient toutes souscrites à Paris; que néanmoins, par dévouement pour ses bons amis de Marseille, il autoriserait leurs souscriptions, de sorte qu'ils réaliseraient un bénéfice assuré. Quelques-uns refusent de souscrire parce qu'ils n'avaient pas en ce moment de fonds disponibles; le sieur Martin les entraîne néanmoins, en leur affirmant qu'ils n'auraient rien à payer, qu'ils auraient seulement à toucher la plus-value provenant de la revente des actions.

Pour hâter les souscriptions à Marseille, alors qu'il n'y en avait pas une seule à Paris, les sieurs Martin, alors à Marseille, et Durand, resté à Paris, au siège de la société, correspondaient par le télégraphe électrique; en peu de temps trente-quatre dépêches sont échangées entre eux. Le 17 janvier 1854, le sieur Martin écrit de Marseille cette dépêche au sieur Durand:

« Ecrire, c'est pressé, même voie; suspendez toute émission, envoyez de suite toutes vos souscriptions; seront nulles celles non reçues par cet envoi. »

Et, en effet, le sieur Durand répondait immédiatement en expédiant textuellement la dépêche qu'on lui demandait. Le sieur Martin se hâta de faire connaître la dépêche à ses bons amis les Marseillais, et leur offrait d'anticiper de plusieurs jours leurs souscriptions pour ne pas être privés par la fatale dépêche.

Le sieur Durand, à Paris, en sa qualité de directeur général de la société, agissait d'une façon exactement semblable pour obtenir des souscriptions. Il parvenait à tromper ainsi même des personnes entendues en affaire, telle que M. D... ancien maire d'un des arrondissements de Paris. Il disait que, bien que toutes les actions fussent placées, il en avait réservé quelques-unes pour des personnes honorables dont le nom pouvait faire du bien à l'affaire; il ajoutait que l'usine de Bouc allait bientôt fabriquer des ancre.

Ces moyens n'avaient pas encore suffi pour obtenir la souscription du nombre d'actions nécessaires pour la constitution définitive de la société. Les sieurs Martin et Durand étaient pressés d'arriver à cette constitution; ils se décidèrent à payer d'audace, et, le 9 février 1854, ils déclarèrent la société constituée par suite de la souscription de plus de mille actions. Bien que rien ne fût vrai dans cette déclaration, le sieur Du-

rand, à la date du 23 février, n'en écrivait pas moins à un sieur Deboutteille de Nantes:

« Nous n'avons pas besoin de faire appel aux capitaux, car, à l'heure qu'il est, nous avons 2,700,000 fr. et 300,000 francs en caisse provenant du premier versement des actions souscrites. Notre société est donc régulièrement et définitivement constituée et nos bureaux installés. »

Des lettres semblables ont été écrites à d'autres personnes.

De tels faits, a ajouté l'avocat, justifient complètement la plainte portée par MM. de Belligny et consorts; les souscriptions n'ont été consenties qu'à l'aide de mensonges et de manœuvres frauduleuses; l'examen des livres a démontré, en outre, de véritables dilapidations, des détournements de fonds qui dépassent 130,000 fr. Tous ces faits n'auraient pu s'accomplir si les sieurs Durand et Martin n'avaient trouvé un complice dans le sous-directeur de la société, le sieur Rettig, le troisième inculpé. Celui-ci, qui avait dans ses attributions la tenue des livres et la comptabilité, les a fait tenir de la manière la plus propre à tromper la surveillance du conseil et à faciliter les détournements.

Ainsi, d'après les livres, il se serait trouvé en caisse une somme de 107,945 fr. 33 c., fait complètement inexact. Les frais généraux ne figurent que pour 17,000 fr., tandis qu'ils s'élevaient, en réalité, à 86,000 fr.; de plus, il faisait figurer sur les livres des capitaux fictifs. Lui-même avait sa part de détournements; une somme de 5,012 fr. 50 c. a été, notamment, payée pour lui par Durand, et n'a jamais été restituée. Employé lui-même, autrefois, dans l'usine de Bouc, c'est lui qui a fait faire cette acquisition à la société, acquisition désastreuse, puisqu'on achetait, au prix de 136,000 fr., un terrain nu, payé 6,000 fr. en 1845 et 500 fr. en 1826.

M. le substitut Try a soutenu la prévention contre les trois inculpés.

La parole est donnée aux défenseurs des prévenus.

M. Rodrigues, avocat de M. Ferdinand Martin, s'exprime ainsi:

Il y a deux ans, M. Ferdinand Martin, après avoir pris un brevet pour l'ancre de marine, à laquelle il a attaché son nom, partait de Marseille pour Paris. Il partait accompagné de ses encouragements et des éloges des gens les plus compétents en ces matières. Les personnes les plus élevées de Marseille le recommandaient au ministre de la marine lui-même. Ferdinand Martin rêvait pour son ancre la gloire qui s'attachait à une grande et utile découverte. Il rêvait pour lui la fortune, conséquence légitime des services qu'il croyait rendre à son pays.

Les espérances de Ferdinand Martin sur la valeur et le succès de ses inventions ont été pleinement confirmées et dépassées; mais, pendant que la France, l'Espagne, l'Angleterre, proclamaient la supériorité de cette ancre, décernaient des récompenses à son inventeur, honoraient enfin dans leurs académies industrielles le nom de Ferdinand Martin, ce nom avait à subir l'outrage d'un procès en escroquerie!

Les actionnaires, étonnés de n'avoir pas vu plus rapidement arriver les primes espérées, déposaient une plainte dans laquelle ils se plaignaient d'avoir été induits, par des manœuvres frauduleuses, à souscrire des actions dans une entreprise imaginaire, dans une société fictive. Le Tribunal a entendu les développements donnés à cette plainte par l'éloquent avocat des parties civiles et par les conclusions énergiques du ministère public. J'entreprends une tâche ardue au nom de Ferdinand Martin, celle de démontrer que chacun des griefs des plaignants repose sur quelque erreur, qu'il n'y a rien de plus sérieux que l'entreprise, rien de plus honorable que le jour que l'inventeur de l'ancre Ferdinand Martin, rien de moins chimérique que le mérite de l'invention.

M. Rodrigues, après avoir lu au Tribunal de nombreux certificats et des lettres émanées de personnages considérables, et notamment de Mgr l'évêque de Marseille, s'exprime en ces termes sur l'invention:

En laissant de côté les attestations, si importantes cependant, relatives dans les prospectus, comme émanées de MM. les amiraux Cazy, Cécile et Hugon, attestations verbales, dont la sincérité a été confirmée dans l'instruction, voyez que les faits qui suffiront pour édifier le Tribunal sur le mérite de l'ancre Ferdinand Martin:

Quatre-vingts commandants ou officiers de la marine impériale ou marchande se sont réunis, après avoir assisté aux expériences faites à Marseille, pour adresser spontanément à M. le ministre de la marine et des colonies un rapport méritoire qui résume en ces termes les mérites supérieurs de la nouvelle ancre:

« 1° Sûreté assurée dans l'ancre par l'effet de la pince franche de deux pattes à la fois et en tous sens, et par suite plus de nécessité d'empêcher les ancre; économie de bras de temps, etc.;

« 2° Sécurité de mouillage dans un bas-fond, attendu qu'avec cette ancre, qui ne laisse pas de griffe en l'air, on n'est pas exposé à crever le navire, lorsque les courants l'entraînent sur son ancre;

« 3° Facilité évidente et infaillible pour dériver l'ancre, n'importe le mouillage, par le bord, et par trois moyens bien distincts, sans qu'aucun homme quitte le bord;

« 4° Lorsqu'un navire mouille dans un port avec l'ancre Ferdinand-Martin, on n'a pas l'inconvénient, si fréquent avec les autres ancre, d'être forcé de perdre beaucoup de temps à dégager l'ancre des chaînes des autres navires mouillés, qui ont engagé la pince qui reste en l'air, ce qui devient très préjudiciable sous divers rapports;

« 5° Il est impossible de surjaler avec l'ancre Ferdinand-Martin, puisqu'elle ne porte pas de jas;

« 6° Cette ancre se place très commodément et à plat, long du bord et, par suite, prévient bien des accidents dans un abordage;

« 7° On peut s'en servir d'une manière très avantageuse et très sûre pour les corps morts, attendu qu'il y a double pince et, de plus, pas de griffe en l'air;

« 8° Il y a économie dans l'emploi, puisqu'on peut aisément faire avec une Ancre Ferdinand-Martin le service de deux ancre ordinaires, d'abord à cause de la prise double assurée, ensuite par la certitude du dérapement.

« Ont signé: GUEZENEC, capitaine de frégate; DUBREUIL, capitaine de frégate; MAFFRE, capitaine de frégate; LACROIX, lieutenant de vaisseau; BASSOT, lieutenant de vaisseau; E. GIRAUD, lieutenant de vaisseau; GARBEIRON, lieutenant de vaisseau; DE GROGLIER, lieutenant de vaisseau; FAVRE, lieutenant de vaisseau; HOMMEY, lieutenant de vaisseau; GIRON, lieutenant de vaisseau; EMERIE, capitaine du port de Marseille; GARCIN, pilote-major du port de Marseille; MIENEL, lieutenant du port de Marseille au long cours.

« (Suivent soixante-six autres signatures.) »

Ceci se passait au mois de décembre 1853.

En 1854, la Société universelle d'encouragement de Londres décernait à Ferdinand Martin une grande médaille d'or pour son ancre. La délibération, le rapport de la Société universelle d'encouragement de Londres sont reproduits dans un journal publié en français à Londres, et dont je fais passer un numéro au Tribunal. Voici maintenant le texte de la résolution:

« Nous soussignés, certifions que, sur le rapport du comité dirigeant de la Société, une grande médaille d'or a été accordée à M. Ferdinand Martin pour sa nouvelle et ingénieuse ancre, qui est tout-à-fait indispensable à la marine de commerce et de l'Etat (for his ingenious and improved anchor which is almost indispensable for naval and commercial navigation).

« Londres, le 31 août 1854.

« Le président: le prince duc de ROHAN-ROMAN DE SODRISSE ET DE VENTADOUR.

« Le vice-président: Sir WARWICK HELE-TENKIN.

« Le secrétaire: C. MIDOS.

En 1855, pendant le procès même, malgré l'impérfection du modèle envoyé, qu'explique la captivité préventive de M. Martin à l'époque de l'envoi, l'Exposition universelle de 1855 a décerné à Martin une médaille de 2^e classe.

Enfin dans la presse, parmi les gens de l'art, parmi les moins méprisables, vous rencontrez des hommes qui voient dans l'Ancre-Martin une découverte de premier ordre.

M. Rodrigues s'attache ensuite à établir que l'invention était certaine et sérieuse, la foi de Martin dans le succès était

aussi ardent que possible, il n'était besoin ni de manœuvres, ni d'efforts pour amener à soustraire des gens qui partageaient les espérances de l'inventeur. L'avocat discute les témoignages, soutient que la société s'est légalement constituée, qu'elle a fonctionné pendant un an, et qu'il n'y a eu pendant tout ce temps, de la part de Martin, ni escroquerie, ni détournement quelconque, et il demande au Tribunal l'acquiescement de son client sur tous les chefs de prévention.

Le Tribunal, après avoir entendu ensuite la défense des prévenus Durand et Rettig, présentée par M^{re} Martin (de Strasbourg) et Mahou, a statué en ces termes :

« Attendu qu'il n'est pas suffisamment établi que Rettig ait participé frauduleusement aux faits d'escroquerie et d'abus de confiance reprochés à Martin et Durand, ni qu'il ait recélé sciemment des fonds et valeurs obtenus par eux à l'aide de délits ;

« Renvoie Rettig des fins de la plainte ;

« Attendu que, s'il est vrai que Durand ait payé imprudemment une traite de 3,062 fr. 50 c. créée par Rettig sur la caisse de la société, qu'il ait outrepassé ses pouvoirs en achetant des actions mises en circulation et en les payant avec les deniers sociaux, que Martin et Durand se soient attribués le droit de disposer d'un certain nombre d'actions au-delà de ce qui était accordé par les statuts, ces faits ne présentent pas le caractère du délit d'abus de confiance prévu par l'art. 408 du Code pénal et ne peuvent donner lieu qu'à une action civile ;

« Renvoie Durand et Martin des fins de la plainte sur ces divers chefs ;

« Attendu qu'il n'est pas suffisamment justifié que Durand ait participé frauduleusement au détournement d'une somme de 18,400 fr. à Martin, ni qu'il ait sciemment recélé une partie des fonds détournés ;

« Renvoie Durand des fins de la plainte sur ce chef ;

« Attendu qu'il n'est pas suffisamment établi que Martin ait participé au détournement d'une somme de 2,000 francs, imputé à Durand, ni qu'il ait recélé sciemment une partie des fonds détournés ;

« Renvoie Martin des fins de la plainte sur ce chef ;

« Mais attendu que le 6 décembre 1853, par acte reçu Deschamps, notaire à Paris, Martin et Durand ont fondé une société en commandite pour l'exploitation d'un brevet d'invention relatif à une aune de nouvelle forme, lequel brevet avait été obtenu en France par Martin ;

« Que cette société était créée au capital de 5 millions, divisés en mille actions de 500 francs chacune ;

« Que Durand était nommé gérant, et Martin contrôleur-général ;

« Que les souscripteurs devaient payer le cinquième du prix des actions à l'instant même où ils souscrivaient ;

« Que la société ne pouvait être constituée définitivement qu'après que mille actions auraient été souscrites définitivement ;

« Attendu qu'il résulte des pièces et des débats qu'aussitôt après la signature de l'acte susdité, Martin et Durand employèrent des manœuvres dolosives de toutes sortes pour tromper le public sur l'importance de l'entreprise, les chances de succès qu'elle pouvait offrir, la situation des affaires de la société, dans le but d'attirer les souscripteurs et de se procurer un profit personnel au moyen des capitaux versés dans la caisse sociale ;

« Que, le 17 février 1854, Martin, alors à Marseille, adressait, par le télégraphe électrique, à Durand, qui restait à Paris, la dépêche ci-après :

« Suspendez toute émission ; envoyez de suite toutes vos souscriptions ; seront nulles celles non reçues par cet envoi ».

« Que Durand, déférant à cet avis, envoya le même jour à Martin, par le télégraphe électrique, une dépêche dans les termes d'ici par son associé ;

« Que Martin ayant reçu, s'empressa de la communiquer à une foule de personnes, en leur disant que l'affaire réussissait au-delà de toute espérance, qu'elle procurerait aux actionnaires de très grandes avantages, que le placement de toutes les actions était assuré, qu'en multipliant auprès de ces personnes des protestations chaleureuses d'amitié et de dévouement, il leur offrait d'anticiper des souscriptions en leur faveur ; qu'enfin il parvint à persuader à plusieurs d'entre elles de prendre des actions sur le prix desquelles quelques-unes versèrent un premier cinquième ;

« Que, le 9 février, Durand déclarait que mille huit cent cinquante six actions étaient souscrites, la société était définitivement constituée ; mais que, dans ce nombre, il faisait entrer plus de mille actions prises par des amis complaisants, d'une insolvabilité notoire, et qui n'ont jamais payé la moindre partie de ce qu'ils devaient à la société ;

« Qu'il suit de là que la déclaration du 9 février était frauduleuse, que, néanmoins, Martin s'en est prévalu pour se faire remettre 26,400 fr. et un certain nombre d'actions libérées en tout ou en partie, sommes et valeurs auxquelles il n'aurait eu droit, d'après les statuts, si la société avait été constituée régulièrement ;

« Que, plus tard, Martin et Durand ont fait imprimer et distribuer des prospectus, dans lesquels il est dit que la Société impériale d'encouragement a fait sur l'invention un rapport rempli de justes appréciations et d'éloges mérités ; que le ministre a jugé par lui-même et adressé à Martin d'honorables félicitations et lui a commandé une certaine quantité d'ancres pour être installées très promptement sur les bâtiments de l'Etat ; que la cession des brevets étrangers allait procurer immédiatement des bénéfices considérables sans qu'elle eût rien à déboursé ; que la fortune personnelle de Martin, ainsi que l'usine de Bouc, acquise au nom de la société, offraient une garantie satisfaisante aux actionnaires ;

« Que toutes ces allégations étaient contraires à la vérité ; qu'en effet la Société d'encouragement n'avait pas fait de rapport ; le ministre n'avait rien commandé et s'était borné à autoriser des essais, aux frais de la société, sur les bâtiments de l'Etat ; la cession des brevets étrangers, en admettant qu'elle fût sincère, ne devait produire aucun avantage immédiat ; Martin n'avait aucune fortune personnelle ; le prix de l'usine de Bouc était dû au vendeur ;

« Que, dans ses discours et dans les lettres qu'il écrivait, Durand ne cessait de répéter que le succès de l'entreprise était très grand ; que toutes les actions étaient placées, à l'exception d'un petit nombre qu'il réservait à des personnages considérables ;

« Que Martin a poussé l'audace jusqu'à dire que le chef de l'Etat avait jugé l'invention excellente et donné des ordres pour que les ancres de la société fussent placées sans retard sur les vaisseaux de la marine militaire ;

« Que, cependant, le directeur et le contrôleur général ne s'occupaient point sérieusement des intérêts des actionnaires ; qu'ils n'ont pas même fait fabriquer les ancres qui devaient être soumises à l'essai ;

« Attendu que de tout ce qui précède il résulte que Martin et Durand, en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, ou pour faire naître l'espérance d'un succès chimérique, se sont fait remettre par de Belligny, Saunier, de Loizy, de Fleuriel, Lejus, Blanchard, Hourey, Giraud, Lauret, Mottet, Ménard, Roblot, Bronze, Isnard, Honorat, Desmarests et autres des fonds et des obligations, et ont ainsi escroqué ou tenté d'escroquer une partie de la fortune d'autrui ;

« Attendu qu'il résulte encore des pièces du procès et des débats qu'en 1853 Martin a détourné, au préjudice de la société, 18,400 francs, provenant des fonds versés par les souscripteurs, lesquels ne lui avaient été remis qu'à titre de mandat, à la charge de les employer pour les affaires de la société ;

« Que, de même, Durand a détourné au préjudice de la société, 2,000 francs ayant la même origine, qui ne lui avaient été remis qu'à titre de mandat, à la charge de les employer pour les affaires de la société ;

« Par ces motifs,

« Déclare Martin et Durand coupables des délits prévus par les articles 405, 408 et 406 du Code pénal ;

« Condamne Martin à trois ans de prison et 50 francs d'amende, Durand à un an de prison et 50 francs d'amende ;

« Statuant sur les conclusions des parties civiles :

« Attendu que, par le fait de Martin et Durand, de Belligny, de Fleuriel, Rambaud et de Serres ont éprouvé un préjudice dont l'importance est déterminée par les documents produits, et qu'il leur est dû réparation ;

« Condamne Martin et Durand, solidairement et par corps, à payer, à titre de restitution, savoir : à de Belligny, 10,000 fr. ;

à de Fleuriel, 20,000 fr. ; à Rambaud, 10,000 fr. ; à de Serres, 10,000 fr. ; les condamnés solidairement aux dépens, et fixe à cinq ans la durée de la contrainte par corps. »

CHRONIQUE

PARIS, 9 JANVIER.

M. Fredet, carrossier, compte dans sa clientèle une jeune femme qui jouit, dans le monde du théâtre, d'un certain renom, M^{lle} Constance. Diverses locations de voitures ont été faites par elle dans le courant de l'année 1854, et un billet à ordre de 700 fr. a été remis en paiement à M. Fredet. Ce billet était souscrit par M. de S..., aujourd'hui pourvu d'un conseil judiciaire. A l'échéance ce billet n'a pas été payé, et M. Fredet a dû poursuivre devant le Tribunal M. de S..., et son conseil judiciaire. Il a soutenu que, bien que la dette n'ait pas été contractée par M. de S..., il y avait eu novation par le fait de la souscription du billet, que la nomination du conseil judiciaire était postérieure, et que M. de S... ne pouvait à aucun titre se soustraire au paiement.

M. de S... soutient, au contraire, que le billet était sans cause vis-à-vis de lui ; qu'aucune fourniture ne lui ayant été faite, on ne pouvait le condamner à payer les dettes d'une femme pour laquelle il avait déjà dissipé une belle fortune et qui avait été l'occasion de la nomination de son conseil judiciaire.

Mais le Tribunal, après avoir entendu M^{re} Maugras pour le demandeur, et M^{re} d'Escadillac pour les défendeurs, a condamné ceux-ci à payer les 700 fr. réclamés.

(Tribunal civil de la Seine, 5^e chambre, présidence de M. Poissan.)

Dans notre numéro du 22 novembre dernier, nous avons fait connaître la condamnation à 50 fr. d'amende prononcée par défaut contre le sieur Rousseau, maître de poste à Angerville, pour mise en vente, à la halle à la criée, de viande corrompue. Le sieur Rousseau a formé opposition à ce jugement, et, à l'audience de ce jour, il a été établi que le fait qui avait motivé la condamnation à pour le sieur Bourreau, fermier à Granville, en conséquence, le Tribunal a déchargé le sieur Rousseau de la peine prononcée contre lui et a condamné le sieur Bourreau à 40 fr. d'amende.

A la même audience, le sieur Guibout fils, marchand boucher à Ecouché (Orne), a été condamné à 25 fr. d'amende pour avoir mis en vente, à la halle à la criée, de la viande de veau insalubre.

Le Tribunal de simple police, dans ses audiences des 22, 27, 28, 30 décembre 1855 et 3 janvier 1856, a prononcé les condamnations suivantes pour infractions aux ordonnances sur la boulangerie.

Vente en surtaxe.

Pignard, boucher, rue Saint-Martin, 84, ayant étal au marché des Provaires, 37, 15 francs d'amende. — Caret, boucher, rue Lafitte, 30, par défaut, double contravention, un jour de prison et 15 francs d'amende pour chaque contravention. — Lemaire, boucher, rue des Martyrs, 3, par défaut, un jour de prison et 15 francs d'amende, autre amende de 2 francs pour bulletin incomplet.

Non remise de bulletin.

Denis, boucher, rue de Clichy, 67, 4 fr. d'amende ; autre amende de 1 fr. pour défaut d'étiquette. — Preschez, boucher, rue Saint-Victor, 4, récidive ; 2 jours de prison et 5 fr. d'amende.

Refus de vente.

Bailly, boucher, rue de la Chaussée d'Antin, 27, par défaut ; 15 fr. d'amende.

Vente avec des décharnés.

Lamery, boucher, rue Sainte-Anne, 58, un jour de prison et 15 fr. d'amende ; autre amende de 5 fr. pour bulletin n'indiquant pas le prix. — Séguin, boucher, rue Mazagan, 3, récidive, par défaut, trois jours de prison et 15 fr. d'amende.

Défaut d'étiquette.

Daix, boucher, rue de Lyon, 21, par défaut, 5 fr. d'amende. — Forest, boucher, rue de la Lingerie, 3, par défaut, 3 fr. d'amende. — Leblond, boucher, rue du Château d'Eau, 88, par défaut, 3 fr. d'amende. — Orange, boucher, rue des Quatre-Vents, 3, 2 francs d'amende. — Leduc, boucher, rue Monsieur-le-Prince, 71, 2 fr. d'amende. — Guidroz, boucher, rue de Tournon, 7, 2 francs d'amende. — Jouanin, boucher, rue Joquelet, 13, 2 francs d'amende.

On peut être un brave homme et n'être pas un homme brave ; il y en a de nombreux exemples ; il y en a de non moins nombreux de cette proposition renversée ; enfin on peut n'être ni un brave homme, ni un homme brave ; c'est ainsi que les renseignements pris sur Bernoud le présentent. Il est imbu d'idées sociales, autant que peu sociales. Voici comment les rapports s'expriment sur son compte : « Quand Bernoud est ivre (et il l'est la plupart du temps), il est méchant et coléreux ; il professe des opinions politiques très dangereuses et dit, à tout propos, qu'il compte sur une bonne république, pour couper le cou aux riches. »

Sa haine pour les riches vient probablement de ce qu'il ne l'est pas ; alors elle durera longtemps, car il ne prend guère le chemin de la fortune.

Mais arrivons au fait qui l'amène devant le Tribunal ; il est prévenu de coups volontaires sur la personne d'un jeune homme de dix-sept ans. Nous avons dit que Bernoud passait pour n'être ni un brave homme ni un homme brave ; l'extrait ci-dessus en dit assez sur la première qualification, les propres explications de Bernoud y ont nous édifier sur la seconde.

M. le président : Comment, vous rencontrez le soir, dans une rue déserte, le jeune Moutier et vous le maltraitez au point que, si l'on ne fût pas accouru à ses cris, vous l'auriez assommé !

Le prévenu : Je vas vous dire une chose qui est un fait réel, si ça vous est un effet de l'écouter : j'étais en ribotte, et quand je suis en ribotte, c'est pas pour dire, mais je n'ai jamais vu personne pour avoir le taf comme je l'ai, d'un rien ; un n'hanneton me ferait peur, quoi. Je ne suis déjà pas plus crâne qu'il ne faut, quand je n'ai pas de vin. Pour lors, je me vois dans une nuit noire, en face d'un homme qui a un bâton ; je me dis : « C'est un voleur de grand chemin qui veut m'assassiner pour me voler ma casquette ou m'importer quoi ; » alors je me suis rappelé ce qu'on dit dans mon pays : « Il vaut mieux tuer le diable plutôt que le diable vous tue... »

M. le président : Et vous êtes tombé sur ce malheureux jeune homme ?

Le prévenu : Oh ! je n'en répondrais pas ; mais je suis presque sûr que c'est lui qui m'a attaqué et que je n'ai fait que me l'avoir défendu.

M. le président : Il ne vous a pas attaqué, c'est vous qui lui avez arraché son bâton pour lui en assener des coups.

Le prévenu : Je vas vous dire une chose qui est un fait réel, si c'est un effet de votre part de l'écouter : ce jeune homme m'a pris à bras-corps, c'est donc la preuve qu'il voulait m'assassiner.

M. le président : Il vous a saisi à bras-le-corps, sans doute, mais pour maintenir vos bras, en attendant le secours qu'il appelait de toutes ses forces.

Le prévenu : Enfin, c'est une chose qui est un fait réel que qu'un qui a le malheur d'être un peu poltron com-

me quand je suis dans les vignes et qui rencontre, dans une nuit obscure, un homme avec un bâton... y a de quoi tout de même... Enfin, je le demande à tout un chacun qui est ici, sapristi... que voyez-vous... je suis innocent d'intention comme l'oiseau qui sort du sein de sa mère.

Le Tribunal condamne le prévenu à quinze jours de prison.

Il y a quelques jours, le commissaire de police de la section de l'Opéra, M. Lanet, était informé par M. L..., banquier, rue Bergère, que MM. C. et S..., négociants en quincaillerie, rue Ste-Apolline, qui avaient un compte ouvert chez lui, s'étaient aperçus, en vérifiant le relevé de compte de fin d'année, comprenant les diverses sommes qu'il avait payées sur leur acquit, d'une erreur à leur préjudice de 12,000 à 15,000 francs, et que cependant il avait pu s'assurer que ses écritures étaient exactes et que le relevé des reçus acquittés donnait un chiffre total complètement uniforme. La différence devait donc provenir de faux en matière de banque, et comme il était convaincu que le personnel de sa maison était entièrement étranger à ces faux, il avait remis tous les reçus acquittés à MM. C. et S... afin de leur permettre de les vérifier minutieusement, et ces derniers avaient pu constater que plusieurs reçus portant l'acquit de sommes de 3,000 fr., 4,000 francs, etc., etc., étaient l'œuvre d'un faussaire ; mais l'écriture et la signature de l'un et de l'autre avaient été si bien imitées, que ce n'était qu'après un contrôle scrupuleux avec leurs livres d'entrées ou de recettes qu'ils avaient pu faire la constatation. Du reste, ils avaient aussi la conviction que le faussaire ne faisait et n'avait jamais fait partie du personnel nombreux de leur maison de commerce.

Pour l'intelligence du méfait signalé, il faut savoir que les maisons importantes de commerce, qui ont des comptes ouverts chez les banquiers, reçoivent, sur leur demande, de ceux-ci des *reçus dits de banque*, portant imprimée la raison de la maison de banque et quelques mots isolés avec des blancs pour inscrire la somme demandée, la date et la signature du négociant : ces reçus ainsi remplis sont payés à présentation jusqu'à l'épuisement du compte et quelquefois même au-delà.

Après avoir reçu la déclaration de M. L..., le commissaire de police commença immédiatement une information à ce sujet, et il eut bientôt la certitude que le coupable ne pouvait plus être actuellement ni chez le banquier ni chez les négociants. En poursuivant ses investigations, il apprit qu'un jeune homme de vingt-trois ans avait quitté la maison de ces derniers dans les premiers jours du mois d'août dernier, et comme le premier faux portait la date du 13 du même mois, il conçut contre lui quelques soupçons qu'il leur exprima. MM. C. et S... répondirent que ces soupçons ne leur paraissaient pas fondés. Ils ajoutèrent que ce jeune homme appartenait à une famille honorable de la Charente, qu'ils le regardaient comme un très-bon sujet, et que leur confiance en lui était telle qu'ils n'avaient pas hésité, l'année précédente, à lui faire l'avance d'une somme suffisante pour se procurer un remplaçant dans l'armée où il était appelé par la conscription, et qu'il leur redevait encore environ 1,200 francs, pour le paiement desquels ils lui laissaient, bien que sorti de leur maison, toute latitude.

Ces raisons ne persuadant pas le magistrat, il se fit donner par la maison de banque le signalement exact de l'individu qui s'était présenté du 13 août au 7 décembre à la caisse au nom de MM. C. et S..., et ce signalement lui fut donné d'autant plus exactement qu'on avait eu l'occasion de remarquer cet individu dans une circonstance où il avait fait preuve d'une audace peu commune, et qui est assez curieuse pour être rapportée.

Se trouvant, à ce qu'il paraît, dépourvu de reçus de banque en blanc, il en avait fait demander un jour, au nom des négociants, chez le banquier, et, après avoir porté sur l'un le chiffre de 4,000 fr., la date et la signature C. et S..., il l'avait fait présenter à la caisse par un commissionnaire. Le caissier, sachant que les négociants envoyaient habituellement des employés de leur maison, prévint M. L..., qui questionna le commissionnaire et l'accompagna celui-ci jusqu'à la maison de la rue Sainte-Apolline. Mais, une fois sorti, le commissionnaire déclara que c'était à sa station qu'il devait remettre l'argent à un jeune homme qui l'attendait et auquel il raconta ce qui venait de se passer. Le jeune homme, sans se déconcerter, répondit qu'il y avait un malentendu, se dirigea aussitôt vers la maison de banque avec l'employé, et dit au caissier avec le plus grand sang-froid : « Le commissionnaire ne vous a donc pas dit qui j'étais ? C'est moi qui viens habituellement toucher pour MM. C. et S..., vous devez bien me reconnaître ! » Et comme on se rappela l'avoir vu, en effet, précédemment, on lui remit les 4,000 fr., ne pensant pas qu'un voleur pût pousser l'audace jusque-là.

Or, le signalement de cet individu se rapportait exactement à celui du jeune homme qui avait quitté la maison de MM. C. et S... dans les premiers jours d'août, et malgré les bons renseignements donnés sur son compte, M. Lanet, convaincu qu'il était le vrai coupable, fit diriger toutes ses recherches contre lui et parvint à découvrir les différents hôtels garnis qu'il avait occupés depuis le mois d'août jusqu'à la fin de décembre, toujours sous de faux noms commençant par ses initiales. Ainsi ses nom et prénoms étant Arsène D..., il se faisait inscrire sous les noms de Alfred Duval, Alfred Démonion, Alfred David, etc. Lorsqu'on se présenta au dernier garni connu, rue Saint-Georges, où il était inscrit sous le second faux nom, on apprit qu'il l'avait quitté la veille, et que, pendant le séjour qu'il y avait fait, il avait cherché à se donner la mort en avalant une forte dose de laudanum ; mais on ne savait pas sa nouvelle adresse.

Le commissaire de police fit poursuivre les recherches avec d'autant plus de persistance que dans le cours de ses investigations il avait réuni des renseignements qui ne pouvaient plus laisser aucun doute dans son esprit. Arsène D... était évidemment le faussaire qu'il avait mission de livrer à la justice. Il avait appris qu'il se livrait à des dépenses exagérées, qu'il entretenait une jeune femme qu'il avait rencontrée dans un bal public, une de ces beautés faciles qui portent la ruine ou le déshonneur dans les familles, et il avait hâte de découvrir enfin sa retraite. Ce magistrat regrettait dans la matinée un nouveau renseignement qui lui annonçait que Arsène D... demeurait actuellement rue de la Victoire, sans indication de domicile, et sa maîtresse, Anais X..., dans le Faubourg-Saint-Denis ; quelques instants plus tard, il trouvait le domicile du premier, qui venait de le quitter, en annonçant qu'il rentrerait bientôt, et il y faisait établir une surveillance.

Au moment où le commissaire de police se disposait à poursuivre ses recherches dans le Faubourg-Saint-Denis, il recevait de M. L... un avis qui l'informait que le faussaire venait de se présenter chez lui, au nom de MM. C. et S..., pour lui demander de nouveaux reçus de banque en blanc, et que, selon ses prescriptions, on le gardait à vue en l'attendant.

M. Lanet se rendit immédiatement sur les lieux, et sur ses questions, l'individu répondit qu'il se nommait Alfred David, employé chez MM. C. et S..., et que s'il en doutait, il pouvait le faire conduire devant ces négociants. « Ce n'est pas la peine, répliqua le magistrat, qui venait de s'assurer du signalement, vous êtes Arsène D... ; vous

n'êtes plus attaché à leur maison depuis le commencement du mois d'août dernier, et c'est vous qui avez commis à leur préjudice plusieurs faux s'élevant ensemble à une somme importante que vous avez dissipée en orgies et en débauches ! Suis-je bien informé ? répondez... »

Atterré par cette réplique, l'individu se troubla, et, après un moment de silence, il déclara qu'il était en effet Arsène D..., et avoua tous les faits à sa charge. Le commissaire de police se rendit immédiatement à son domicile et fit en sa présence une perquisition qui amena la saisie de divers papiers, et principalement de nombreux essais d'imitation d'écritures de commerce. Quant à l'argent, il ne lui restait que 20 fr. sur les diverses sommes soustraites depuis quatre mois. Avant de le faire conduire sur les lieux, le magistrat, en le faisant fouiller, avait saisi sur lui une fiole de laudanum avec une imitation de l'ordonnance du médecin à l'aide de laquelle il se l'était procuré.

Une perquisition faite ensuite chez la demoiselle Anais X... n'a amené la saisie d'aucun objet suspect ; celle-ci a déclaré que, depuis qu'il la connaissait, il lui avait fait divers cadeaux dont la valeur totale ne s'élevait pas à 1,000 francs ; qu'au surplus elle ne les avait acceptés que parce qu'il disait appartenir à une famille riche qui lui faisait une forte pension, et que, si elle en avait soupçonné l'origine, elle les aurait refusés. Elle a offert, du reste, de rendre ce qui était encore à sa disposition. Comme elle paraissait de bonne foi, elle a été laissée libre.

Quant à Arsène D..., il a été conduit au dépôt de la Préfecture de police pour être mis à la disposition de la justice sous l'inculpation de faux en matière de banque.

Bourse de Paris du 9 Janvier 1856.

3 0/0	{ Au comptant, D ^r c. 62 70. — Baisse » 15 c.
	{ Fin courant, — 63 — — Baisse » 05 c.
4 1/2	{ Au comptant, D ^r c. 91 — — Baisse » 75 c.
	{ Fin courant, — 91 25. — Baisse » 25 c.

AU COMPTANT.

3 0/0 j. 22 juin.	62 70	FONDS DE LA VILLE, ETC.
Dito, 1 ^{er} Emp. 1855.	62 80	Obligat. de la Ville (Emprunt de 25 millions...)
Dito, 2 ^e Emp. 1855.	63 65	— 50 millions... 1025 —
4 0/0 j. 22 sept.	81 —	— 25 millions... 1030 —
4 1/2 1855.	—	— 60 millions... 387 50
4 1/2 1856.	91 —	Rente de la Ville... —
Dito, 1 ^{er} Emp. 1855.	92 —	Obligat. de la Seine... —
Dito, 2 ^e Emp. 1855.	92 —	Caisse hypothécaire... 48 75
Act. de la Banque.	3170 —	Palais de l'Industrie... 65 —
Credit foncier.	510 —	Quatre canaux... 1110 —
Credit mobilier.	1230 —	Canal de Bourgogne... —
Comptoir national.	605 —	VALEURS DIVERSES.
FONDS ÉTRANGERS.	—	H.-Fourn. de Monc... —
Naples (C. Rotsch.).	—	Mines de la Loire... —
Piémont, 1850.	86 —	Tissus de lin Maberl... —
— Obl. 1853.	—	Lin Coch... —
Rome, 3 0/0.	81 1/2	Omnibus (n. act.)... 330 —
Turquie, Emp. 1854.	—	Docks-Napoléon... 184 25

A TERME.

3 0/0	62 85	Plus haut.	63 05	Plus bas.	62 85	D ^r cours.	63 —
3 0/0 (Emprunt)	—	—	—	—	—	—	—
4 1/2 0/0	91 60	—	91 60	—	91 25	—	91 25
4 1/2 0/0 (Emprunt)	—	—	—	—	—	—	—

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Paris à Orléans.	4116 25	Montluçon à Moulins.	—
Nord.	857 50	Bordeaux à La Teste.	600 —
Est.	870 —	St-Rambert à Grenoble.	300 —
Paris à Lyon.	4100 —	Ardenne.	498 75
Lyon à la Méditerranée.	1230 —	Graissessac à Béziers.	440 —
Lyon à Genève.	662 50	Paris à Sceaux.	—
Ouest.	745 —	Autrichiens.	712 50
Midi.	660 —	Sarde, Victor-Emm.	510 —
Grand-Central.	560 —	Central-Suisse.	—

M. Emile Chevê ouvrira un nouveau cours public et gratuit de musique vocale le jeudi 17 janvier, à neuf heures précises du soir, dans le grand amphithéâtre de l'Ecole de médecine. Les leçons auront lieu, à la même heure, le mardi, le jeudi et samedi de chaque semaine.

Les cartes d'inscription au cours se délivrent gratuitement : 1^o Chez le professeur, rue des Marais-Saint-Germain, 18 ; 2^o chez le concierge de l'Ecole de Médecine.

— THÉÂTRE IMPÉRIAL ITALIEN. — Aujourd'hui jeudi, 1^{re} représentation (reprise) de Matilda di Shabran, opéra en trois actes de Rossini, chanté par M^{mes} Penco, Borghi-Mamo, Pozzi, MM. Lucchesi, Everardi, Angelini et Zucchini.

— THÉÂTRE LYRIQUE. — Demain vendredi, Jaguarita l'Indienne, cet opéra si bien interprété par MM. Monjaux, Meillet, Leroy, et dans lequel M^{lle} Pouilly obtient le succès le plus enthousiaste.

— VARIÉTÉS. — Ce soir, le Royaume du Calemhour ; le Poltron, par M. Arnal, et Furnished apartment, par MM. Lecière, Christian et Thierry.

— BALS DE L'OPÉRA. — Les amateurs des magnifiques bals de l'Opéra sont convoqués au bal de samedi prochain 12 janvier. Les portes ouvriront à minuit.

SPECTACLES DU 10 JANVIER.

OPÉRA. —	FRANÇAIS. — La Joconde, l'Amour et son train.
OPÉRA-COMIQUE. — Les Saisons.	OPÉON. — La Florentine, Peintres et Bourgeois.
THÉÂTRE-ITALIEN. — Matilde di Shabran.	THÉÂTRE-LYRIQUE. — Jaguarita l'Indienne.
VAUDEVILLE. — La Fille de l'Avaro, le Lion empaillé.	VARIÉTÉS. — Le Royaume du Calemhour.
GYMNASE. — Le Camp des Bourgeois, le Temps perdu.	PALAI ROYAL. — Avait pris femme... le sir de Francebois.
PORT-SAINTE-MARTIN. — L'Orestie.	AMBIGU. — César Borgia.
GAITÉ. — Le Médecin des Enfants.	THÉÂTRE IMPÉRIAL DU CIRQUE. — Marianne la Vivandière.

AVIS IMPORTANT.

Les insertions légales doivent être adressées directement au bureau du journal, ainsi que celles de MM. les officiers ministériels, celles des Administrations publiques et autres concernant les appels de fonds, les convocations et avis divers aux actionnaires, les avis aux créanciers, les ventes mobilières et immobilières, les ventes de fonds de commerce, adjudications, oppositions, ex-

propriations, placements d'hypothèques et jugements.
Le prix de la ligne à insérer de une à trois fois est de 1 fr. 50 c. Quatre fois et plus. . . 1 fr. 25

Ventes mobilières.

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES.

FONDS DE LIMONADIER

Adjudication, en l'étude de M. Lefebvre de

Saint-Maur, notaire à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, 43, et par le ministère dudit M. Lefebvre de Saint-Maur et de M. Lemoignon, son collègue, le vendredi 18 janvier 1856, à une heure, d'un FONDS de commerce de MARCHAND LIMONADIER exploité à Paris, rue Richelieu, 28, par le sieur Vignaud.
Mise à prix: 10,000 fr., avec faculté de baisser à défaut d'enchérisseur.
S'adresser pour les renseignements:
1° A M. LEBLANC, notaire à Paris, rue de la Harpe, 43;
2° A M. LEMOIGNON, notaire, rue de Grammont, 16;
3° Et à M. Crampel, syndic, rue Saint-Marc, 6. (5312)

TYPOGRAPHIE MÉCANIQUE.

Les actionnaires de la Typographie mécanique sont invités à se rendre, le vendredi 25 janvier, à 2 heures de relevé, au siège social, rue Breda, 13, pour entendre la communication du gérant sur la situation de la société, voter un nouvel appel de fonds ou voter sa dissolution et nommer un liquidateur, conformément aux statuts. (14915)

SOCIÉTÉ DE SAINT-VICTOR

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée extraordinaire le jeudi 24 janvier courant, rue de Tournon, 16, à Paris, à l'effet 1° de recevoir l'inventaire arrêté le 21 juillet 1855; 2° de

faire à l'acte de société les modifications qui sont jugées nécessaires. (14916)
Le gérant, N. MENIOLLE.

ANGLAIS L'Institution anglo-française, 41, rue d'Angoulême-St-Honoré, ces 2 langues sont enseignées de front avec toutes les branches d'une éducation complète. Prix mod. gr. jardin, gymn. (14774)

FAISANDERIE DE CHATOU

A vendre par lots, 10 hectares de terrains boisés propres à construire, à cinq minutes de la station.
S'adresser à M. MÉRARD, notaire à Chatou, dépositaire des plans et cahier des charges. (14914)

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES VIDANGES DE PARIS

HUGUIN, RICHIER ET C^{IE}

CONSTITUÉE PAR ACTE PASSÉ DEVANT M^{re} COUROT, ET SON COLLÈGUE, NOTAIRES A PARIS.

Capital social: 2,000,000 de francs divisé en 20,000 actions de 100 francs au porteur.

Chaque action donne droit 1° à un intérêt annuel de 5 %; — 2° à 80 % dans les bénéfices annuels.

La Souscription est ouverte à partir du 22 décembre courant, dans les bureaux de la Compagnie, BOULEVARD DES ITALIENS, 9, à Paris, et chez tous les banquiers et notaires des départements. Le montant de chaque action sera payé en souscrivant. On reçoit en paiement les mandats sur la poste et les valeurs cotées au parquet.

TRAITÉ PRISES MARITIMES DENTS ET RATELIERS

DES
Dont lequel on a refondu en partie celui de Valin, en l'appropriant à la législation nouvelle,
Par M. A. de PISTOYE, Ancien avocat, chevalier de la Légion d'Honneur, et M. Ch. DUVERDY, Avocat à la Cour impériale, docteur en droit.
Cet ouvrage contient un grand nombre de décisions inédites de l'ancien conseil des prises, et les actes émanés en 1854 des gouvernements belligérants et neutres.
Prix: 15 francs.
Chez DURAND, libraire, rue des Grès, 7.

PERFECTIONNÉS DE
HATTUTE-DURAND,
Chirurgien-Dentiste de la 1^{re} division militaire.
GUÉRISON RADICALE DES DENTS CARIÉES
passage Vivienne, 13.

En vente chez l'auteur, J. MERTENS, rue Rochechouart, 9, et chez les principaux Libraires.

L'AIDE DU COMPTEUR. TABLE DE PYTHAGORE

Contenant: 40 tableaux d'après lesquels la Multiplication se réduit à l'addition, la Division à la soustraction; — les Racines carrées et cubiques jusqu'à 2,000; — un tableau donnant la Circonférence et la surface du Cercle jusqu'à 200 au Diamètre; — les principaux moyens d'obtenir la superficie ou le volume des objets, selon leurs différentes formes, etc. — 2^e édition. Prix: 1 fr. 50. FRANCO par la poste, 1 fr. 75. (Affranchir.)

La publication légale des Actes de Société est obligatoire dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, LE DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

Ventes mobilières.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

A Paris, rue Marlet, 6.

Le 10 janvier.

Consistant en comptoir, rayons, globes, coupes, verres, etc. (3599)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Le 11 janvier.

Consistant en chaises, tables, armoire à glace, etc. (3594)

Consistant en cinq chevaux et deux voitures, etc. (3595)

Consistant en glaces, commodes, fauteuils, tabourets, etc. (3596)

Consistant en guéridon, canapés, fauteuils, chaises, etc. (3597)

Consistant en matériel de restaurant, comptoir, etc. (3598)

Sur la place du marché de la commune de Batignolles.

Le 11 janvier.

Consistant en table, chaises, carcases de pendule, etc. (3599)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Le 12 janvier.

Consistant en chaises, fauteuils, chaises, gondoles, etc. (3600)

En la demeure de M. Hamger, rue Saint-Honoré, 26.

Le 12 janvier.

Consistant en fourneaux, manteaux, comptoir, etc. (3601)

SOCIÉTÉS.

D'un acte passé devant M. Gossart, notaire à Paris, le trente-un décembre mil huit cent cinquante-cinq, enregistré.

Il appert: Que M. Thomas-Henri WHITMAISH, négociant, demeurant à Paris, rue Lepelletier, 19.

Ayant agi: Premièrement. En son nom personnel.

Deuxièmement. Au nom et comme mandataire de M. Joseph-John William WATSON, docteur en sciences, ingénieur civil, demeurant à Londres, rue de la Harpe, 54.

Souscrits acte passé devant M. Georges Cox, notaire à Londres, le vingt-cinq décembre mil huit cent cinquante-cinq.

Troisièmement. Et comme substitués par mondit sieur Watson, aux termes du même acte, dans la procuration donnée à ce dernier par M. Walter-Searley LONG, sollicitateur, demeurant à Londres, Cornhill, n° 33, suivant acte reçu par M. Philip Drake, notaire public à Londres, le vingt-neuf décembre mil huit cent cinquante-cinq.

A déclaré dissoute, purement et simplement, la société WHITMAISH, WATSON, LONG et C^{ie}, établie suivant acte passé devant M. Turquet, notaire à Paris, le vingt-huit mars mil huit cent cinquante-cinq, ladite société dénommée audit acte Compagnie anglo-française de l'électricité appliquée.

Pour extrait: Signé: GOSSART. (2835)

D'un acte sous signatures privées, en date à Paris du trente et un décembre mil huit cent cinquante-cinq, enregistré le quatre janvier mil huit cent cinquante-six.

Il appert: Que M. Frédéric BREUL, négociant, demeurant ordinairement à Frankfurt-sur-Main, à Paris 106 boulevard de Strasbourg, 72, et M. Auguste CLOQUEMIN, négociant, demeurant à Paris, rue Lafayette, 22, ont établi entre eux une société pour l'exploitation d'une maison de commerce pour l'exportation des articles de l'industrie française.

La société a en noms collectifs.

Le siège de la société est à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, 30, chez MM. CLOQUEMIN et Breul.

La raison sociale est CLOQUEMIN et C^{ie}.

Et Breul ont tous deux une part égale.

Le fonds social est fixé à cinquante mille francs, qui doivent

être versés par chacun des associés, par moitié, le premier janvier mil huit cent cinquante-six.

La société est contractée pour dix années entières et consécutives, commençant le premier janvier mil huit cent cinquante-six et finissant le premier janvier mil huit cent soixante-sept.

Pour extrait conforme devant déposé au Tribunal, avec pouvoir au porteur de faire les déclarations convenables. (2834)

Suivant acte reçu par M. Thibault-Rémond Pomet et l'un de ses collègues, notaires à Paris, le trois janvier mil huit cent cinquante-six, enregistré.

Il a été formé entre M. François-Alexandre CANAPA, entrepreneur de couture à façon, demeurant à Paris, rue de Croussol, 15, et le commanditaire désigné audit acte.

Une société pour l'établissement et l'exploitation d'un atelier de couture à façon par les machines à coudre.

Celle société est en nom collectif à l'égard de M. Canapa seulement.

Elle est contractée pour neuf ans et huit mois, qui ont commencé le premier janvier mil huit cent cinquante-cinq et finiront le premier septembre mil huit cent soixante-cinq.

Son siège est à Paris, rue de Croussol, 15.

La raison sociale est CANAPA et C^{ie}.

Elle a été dit que M. Canapa, seul gérant responsable, ne pourrait, bien entendu, user de la signature sociale que pour les affaires de la société.

Et le fonds social a été fixé à quinze mille francs formant la mise de l'associé commanditaire.

Sur cette somme, dix mille sept cent dix-neuf francs, vingt-cinq centimes étaient déjà fournis: les quatre mille deux cent quatre-vingts francs soixante-quinze centimes de surplus devant être fournis au fur et à mesure des besoins de la société et à la demande du gérant.

Quant à M. Canapa, il a été dit qu'il abandonne à la société sa clientèle moyennant une somme de douze cent cinquante francs qui a été prélevée par M. Canapa sur les sommes déjà fournies par l'associé commanditaire.

Pour faire publier, tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait. (2837)

Entre les soussignés: François GALLIÉ, négociant, demeurant à Paris, rue Chanoinesse, 2, d'une part;

Alfred LEBLANC, négociant, demeurant à Paris, rue Berthollet, 1, d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

1° Une société qui existait entre les soussignés, en vertu de deux actes sous seings privés en date du trente janvier mil huit cent quarante-six, enregistré le six février même année, et du six janvier mil huit cent cinquante-deux, enregistré le sept du même mois, étant expiré, le trente et un décembre mil huit cent cinquante-cinq, est prorogée, aux mêmes clauses et conditions, jusqu'au trente et un décembre mil huit cent soixante.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présentes pour en faire le dépôt et les publications conformément à la loi.

Fait triple à Paris, le deux janvier mil huit cent cinquante-six. (2833)

D'un acte sous seing privé, fait double à Paris le quatre janvier mil huit cent cinquante-six, enregistré le six février même année.

Résulte que: 1° M. Emile DAVIDS, chemisier marchand de lingeries, demeurant à Paris, rue de l'Écluse, 14.

2° M. Louis-Michel GASSE, coupeur de chemises et confections, demeurant à Paris, rue Saint-Paul, 22.

Ont déclaré d'un commun accord avoir formé une société de fait qu'ils ont formée entre eux à la date du vingt août mil huit cent cin-

quant-cinq, pour exploiter, sous la raison et la signature sociales

E. DAVIDS et GASSE, au siège de la société, 15, rue Mazagran, à Paris, le commerce de la confection des chemises.

M. Emile Davids est nommé liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus pour pouvoir traiter et transiger sur toutes choses dépendant de ladite liquidation.

Pour extrait: Eugène LAFABRE, 33, place du Carre. (2832)

Suivant acte passé devant M. Fouchier et son collègue, notaires à Paris, le quatre janvier mil huit cent cinquante-six, enregistré.

Il a été formé entre M. Henri BOCK, propriétaire, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, 3, et divers autres commanditaires dénommés audit acte, une société pour l'exploitation d'un atelier de couture à façon par les machines à coudre.

Celle société est en nom collectif à l'égard de M. Canapa seulement.

Elle est contractée pour neuf ans et huit mois, qui ont commencé le premier janvier mil huit cent cinquante-cinq et finiront le premier septembre mil huit cent soixante-cinq.

Son siège est à Paris, rue de Croussol, 15.

La raison sociale est CANAPA et C^{ie}.

Elle a été dit que M. Canapa, seul gérant responsable, ne pourrait, bien entendu, user de la signature sociale que pour les affaires de la société.

Et le fonds social a été fixé à quinze mille francs formant la mise de l'associé commanditaire.

Sur cette somme, dix mille sept cent dix-neuf francs, vingt-cinq centimes étaient déjà fournis: les quatre mille deux cent quatre-vingts francs soixante-quinze centimes de surplus devant être fournis au fur et à mesure des besoins de la société et à la demande du gérant.

Quant à M. Canapa, il a été dit qu'il abandonne à la société sa clientèle moyennant une somme de douze cent cinquante francs qui a été prélevée par M. Canapa sur les sommes déjà fournies par l'associé commanditaire.

Pour faire publier, tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait. (2837)

Entre les soussignés: François GALLIÉ, négociant, demeurant à Paris, rue Chanoinesse, 2, d'une part;

Alfred LEBLANC, négociant, demeurant à Paris, rue Berthollet, 1, d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

1° Une société qui existait entre les soussignés, en vertu de deux actes sous seings privés en date du trente janvier mil huit cent quarante-six, enregistré le six février même année, et du six janvier mil huit cent cinquante-deux, enregistré le sept du même mois, étant expiré, le trente et un décembre mil huit cent cinquante-cinq, est prorogée, aux mêmes clauses et conditions, jusqu'au trente et un décembre mil huit cent soixante.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présentes pour en faire le dépôt et les publications conformément à la loi.

Fait triple à Paris, le deux janvier mil huit cent cinquante-six. (2833)

D'un acte sous seing privé, fait double à Paris le quatre janvier mil huit cent cinquante-six, enregistré le six février même année.

Résulte que: 1° M. Emile DAVIDS, chemisier marchand de lingeries, demeurant à Paris, rue de l'Écluse, 14.

2° M. Louis-Michel GASSE, coupeur de chemises et confections, demeurant à Paris, rue Saint-Paul, 22.

Ont déclaré d'un commun accord avoir formé une société de fait qu'ils ont formée entre eux à la date du vingt août mil huit cent cin-

quant-cinq, pour exploiter, sous la raison et la signature sociales

E. DAVIDS et GASSE, au siège de la société, 15, rue Mazagran, à Paris, le commerce de la confection des chemises.

M. Emile Davids est nommé liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus pour pouvoir traiter et transiger sur toutes choses dépendant de ladite liquidation.

Pour extrait: Eugène LAFABRE, 33, place du Carre. (2832)

Suivant acte passé devant M. Fouchier et son collègue, notaires à Paris, le quatre janvier mil huit cent cinquante-six, enregistré.

Il a été formé entre M. Henri BOCK, propriétaire, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, 3, et divers autres commanditaires dénommés audit acte, une société pour l'exploitation d'un atelier de couture à façon par les machines à coudre.

Celle société est en nom collectif à l'égard de M. Canapa seulement.

Elle est contractée pour neuf ans et huit mois, qui ont commencé le premier janvier mil huit cent cinquante-cinq et finiront le premier septembre mil huit cent soixante-cinq.

Son siège est à Paris, rue de Croussol, 15.

La raison sociale est CANAPA et C^{ie}.

Elle a été dit que M. Canapa, seul gérant responsable, ne pourrait, bien entendu, user de la signature sociale que pour les affaires de la société.

Et le fonds social a été fixé à quinze mille francs formant la mise de l'associé commanditaire.

Sur cette somme, dix mille sept cent dix-neuf francs, vingt-cinq centimes étaient déjà fournis: les quatre mille deux cent quatre-vingts francs soixante-quinze centimes de surplus devant être fournis au fur et à mesure des besoins de la société et à la demande du gérant.

Quant à M. Canapa, il a été dit qu'il abandonne à la société sa clientèle moyennant une somme de douze cent cinquante francs qui a été prélevée par M. Canapa sur les sommes déjà fournies par l'associé commanditaire.

Pour faire publier, tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait. (2837)

Entre les soussignés: François GALLIÉ, négociant, demeurant à Paris, rue Chanoinesse, 2, d'une part;

Alfred LEBLANC, négociant, demeurant à Paris, rue Berthollet, 1, d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

1° Une société qui existait entre les soussignés, en vertu de deux actes sous seings privés en date du trente janvier mil huit cent quarante-six, enregistré le six février même année, et du six janvier mil huit cent cinquante-deux, enregistré le sept du même mois, étant expiré, le trente et un décembre mil huit cent cinquante-cinq, est prorogée, aux mêmes clauses et conditions, jusqu'au trente et un décembre mil huit cent soixante.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présentes pour en faire le dépôt et les publications conformément à la loi.

Fait triple à Paris, le deux janvier mil huit cent cinquante-six. (2833)

D'un acte sous seing privé, fait double à Paris le quatre janvier mil huit cent cinquante-six, enregistré le six février même année.

Résulte que: 1° M. Emile DAVIDS, chemisier marchand de lingeries, demeurant à Paris, rue de l'Écluse, 14.

2° M. Louis-Michel GASSE, coupeur de chemises et confections, demeurant à Paris, rue Saint-Paul, 22.

Ont déclaré d'un commun accord avoir formé une société de fait qu'ils ont formée entre eux à la date du vingt août mil huit cent cin-

quant-cinq, pour exploiter, sous la raison et la signature sociales

E. DAVIDS et GASSE, au siège de la société, 15, rue Mazagran, à Paris, le commerce de la confection des chemises.

M. Emile Davids est nommé liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus pour pouvoir traiter et transiger sur toutes choses dépendant de ladite liquidation.

Pour extrait: Eugène LAFABRE, 33, place du Carre. (2832)

Suivant acte passé devant M. Fouchier et son collègue, notaires à Paris, le quatre janvier mil huit cent cinquante-six, enregistré.

Il a été formé entre M. Henri BOCK, propriétaire, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, 3, et divers autres commanditaires dénommés audit acte, une société pour l'exploitation d'un atelier de couture à façon par les machines à coudre.

Celle société est en nom collectif à l'égard de M. Canapa seulement.

Elle est contractée pour neuf ans et huit mois, qui ont commencé le premier janvier mil huit cent cinquante-cinq et finiront le premier septembre mil huit cent soixante-cinq.

Son siège est à Paris, rue de Croussol, 15.

La raison sociale est CANAPA et C^{ie}.

Elle a été dit que M. Canapa, seul gérant responsable, ne pourrait, bien entendu, user de la signature sociale que pour les affaires de la société.

Et le fonds social a été fixé à quinze mille francs formant la mise de l'associé commanditaire.

Sur cette somme, dix mille sept cent dix-neuf francs, vingt-cinq centimes étaient déjà fournis: les quatre mille deux cent quatre-vingts francs soixante-quinze centimes de surplus devant être fournis au fur et à mesure des besoins de la société et à la demande du gérant.

Quant à M. Canapa, il a été dit qu'il abandonne à la société sa clientèle moyennant une somme de douze cent cinquante francs qui a été prélevée par M. Canapa sur les sommes déjà fournies par l'associé commanditaire.

Pour faire publier, tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait. (2837)

Entre les soussignés: François GALLIÉ, négociant, demeurant à Paris, rue Chanoinesse, 2, d'une part;

Alfred LEBLANC, négociant, demeurant à Paris, rue Berthollet, 1, d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

1° Une société qui existait entre les soussignés, en vertu de deux actes sous seings privés en date du trente janvier mil huit cent quarante-six, enregistré le six février même année, et du six janvier mil huit cent cinquante-deux, enregistré le sept du même mois, étant expiré, le trente et un décembre mil huit cent cinquante-cinq, est prorogée, aux mêmes clauses et conditions, jusqu'au trente et un décembre mil huit cent soixante.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présentes pour en faire le dépôt et les publications conformément à la loi.

Fait triple à Paris, le deux janvier mil huit cent cinquante-six. (2833)

D'un acte sous seing privé, fait double à Paris le quatre janvier mil huit cent cinquante-six, enregistré le six février même année.

Résulte que: 1° M. Emile DAVIDS, chemisier marchand de lingeries, demeurant à Paris, rue de l'Écluse, 14.

2° M. Louis-Michel GASSE, coupeur de chemises et confections, demeurant à Paris, rue Saint-Paul, 22.

Ont déclaré d'un commun accord avoir formé une société de fait qu'ils ont formée entre eux à la date du vingt août mil huit cent cin-

quant-cinq, pour exploiter, sous la raison et la signature sociales

E. DAVIDS et GASSE, au siège de la société, 15, rue Mazagran, à Paris, le commerce de la confection des chemises.

M. Emile Davids est nommé liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus pour pouvoir traiter et transiger sur toutes choses dépendant de ladite liquidation.

Pour extrait: Eugène LAFABRE, 33, place du Carre. (2832)

Suivant acte passé devant M. Fouchier et son collègue, notaires à Paris, le quatre janvier mil huit cent cinquante-six, enregistré.

Il a été formé entre M. Henri BOCK, propriétaire, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, 3, et divers autres commanditaires dénommés audit acte, une société pour l'exploitation d'un atelier de couture à façon par les machines à coudre.

Celle société est en nom collectif à l'égard de M. Canapa seulement.

Elle est contractée pour neuf ans et huit mois, qui ont commencé le premier janvier mil huit cent cinquante-cinq et finiront le premier septembre mil huit cent soixante-cinq.

Son siège est à Paris, rue de Croussol, 15.

La raison sociale est CANAPA et C^{ie}.

Elle a été dit que M. Canapa, seul gérant responsable, ne pourrait, bien entendu, user de la signature sociale que pour les affaires de la société.

Et le fonds social a été fixé à quinze mille francs formant la mise de l'associé commanditaire.

Sur cette somme, dix mille sept cent dix-neuf francs, vingt-cinq centimes étaient déjà fournis: les quatre mille deux cent quatre-vingts francs soixante-quinze centimes de surplus devant être fournis au fur et à mesure des besoins de la société et à la demande du gérant.

Quant à M. Canapa, il a été dit qu'il abandonne à la société sa clientèle moyennant une somme de douze cent cinquante francs qui a été prélevée par M. Canapa sur les sommes déjà fournies par l'associé commanditaire.

Pour faire publier, tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait. (2837)

Entre les soussignés: François GALLIÉ, négociant, demeurant à Paris, rue Chanoinesse, 2, d'une part;

Alfred LEBLANC, négociant, demeurant à Paris, rue Berthollet, 1, d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

1° Une société qui existait entre les soussignés, en vertu de deux actes sous seings privés en date du trente janvier mil huit cent quarante-six, enregistré le six février même année, et du six janvier mil huit cent cinquante-deux, enregistré le sept du même mois, étant expiré, le trente et un décembre mil huit cent cinquante-cinq, est prorogée, aux mêmes clauses et conditions, jusqu'au trente et un décembre mil huit cent soixante.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présentes pour en faire le dépôt et les publications conformément à la loi.

Fait triple à Paris, le deux janvier mil huit cent cinquante-six. (2833)

D'un acte sous seing privé, fait double à Paris le quatre janvier mil huit cent cinquante-six, enregistré le six février même année.

Résulte que: 1° M. Emile DAVIDS, chemisier marchand de lingeries, demeurant à Paris, rue de l'Écluse, 14.

2° M. Louis-Michel GASSE, coupeur de chemises et confections, demeurant à Paris, rue Saint-Paul, 22.

Ont déclaré d'un commun accord avoir formé une société de fait qu'ils ont formée entre eux à la date du vingt août mil huit cent cin-

quant-cinq, pour exploiter, sous la raison et la signature sociales

E. DAVIDS et GASSE, au siège de la société, 15, rue Mazag